

Tribune socialiste

TS

PSU

HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ N° 640

10 JANVIER 1975 3 F 50

● **armée** :
la grande responsable

● **mines** :
la mort organisée

● **international** :
leurs luttes
et la nôtre



et si on parlait
de la crise ?

Sommaire

● **CRISE** : la division impérialiste du travail p. 4-5

● **LCR** : entre l'autocritique et les vieilles ornières p. 6

● **PALESTINE** : 10 ans de révolution 3 questions aux Juifs anti-sionistes p. 7

● **ITALIE** : Le Pd UP et la transition p. 8

● **PORTUGAL** : le combat du MES p. 8

● **CHILI** : les raisons d'un échec p. 10

● **PAYSANS** : une solidarité qui fait peur p. 11

● **IMMIGRES** : à l'heure du petit-déjeuner p. 11

● **ECOLE** : Haby nous berne p. 12-13

● **MINES** : un bassin qui pleure, un bassin qui meurt p. 14-15

● **ARMÉE** : la grande responsable p. 16

Calendrier politique

Dimanche 12 janvier :

— **FORUM - DEBAT** — organisé par les groupes d'ALPHA et des associations de travailleurs immigrés — 177, rue de Charonne - Paris 2e - M^o CHARONNE.

Mercredi 15 janvier :

Michel MOUSEL, secrétaire national du PSU participera à 3 réunions publiques sur le thème : « LE PSU REPOND A VOS QUESTIONS ».

A 17 h et 20 h au 68 rue de Baby-lone - 7e et à 15 h, au 27 rue St Guillaume - PARIS VIIe.

25-26 janvier :

Week-end national de la commission Santé - Travail social : ordre du jour :

— Trusts pharmaceutiques ; médecine libérale et interventions sur le Conseil de l'Ordre ; hôpitaux ; travail social ; avortement ;

S'adresser aux secrétaires fédéraux ou tél. : 566.45.37, les mardi à partir de 17 h 30.

Contre Giscard mais aussi contre

Bien sûr, quand Giscard reçoit les éboueurs, veut venir chez nous, et parle de « République populaire », il évoque irrésistiblement celui de ses illustres prédécesseurs qui prônait l'extinction du paupérisme (après huit heures du soir...). Ce grand bourgeois qui fait des efforts touchants pour « aller au peuple », ça irrite, ça fait hausser les épaules ou ça fait franchement rigoler, mais ça ne fait pas très sérieux. On retrouve là le Giscard du pull-over, du métro ou de l'accordéon : il faut se forcer pour y croire.

Bien sûr, quand Giscard dit que la radio-télévision ce n'est pas la voix de la France, et que les journalistes de l'audio-visuel sont des journalistes « comme les autres », prenant ainsi, mot pour mot, le contrepied des thèses de Pompidou, on est surtout tenté de ricaner. Chacun sait bien que jamais, sous la Ve République, un gouvernement n'est autant intervenu dans les affaires de la télé que l'équipe Giscard-Chirac-Poniatowski : la moindre nomination d'un chef-adjoint de service politique d'une chaîne a dû être visée par Ponia (qui a mis son veto aux nominations de Roger Gicquel et de Michel Bassi à Antenne 2 parce qu'ils étaient chabanistes en mai dernier...) ; les journalistes de gauche se sont mis à regretter Mesmer... Alors, on se dit que, sous le masque du changement et de l'ouverture, la réalité du régime est, en fait, celle de l'autoritarisme le plus sourcilleux.

Giscard travaille

Esbrouffe. Autoritarisme sous le masque. Oui, tout cela est vrai, bien sûr. Mais toute une partie de la gauche et de l'extrême-gauche n'est-elle pas en train de se masquer elle-même certaines réalités ? Ne fait-elle pas l'erreur de sous-estimer la capacité du capitalisme français à se réformer, voire à se transformer ?

C'est que Giscard fait désormais plus que parler. Il a commencé à travailler. Une stratégie nouvelle se met en place, qu'il faudra bien prendre en compte. Cette stratégie consiste d'abord à liquider le maximum de conflits possibles sur le

terrain de ce que certains ont appelé les « fronts secondaires ». Terrains d'excellence du gauchisme depuis 1968, champs de lutte dures et significatives dans les années récentes,

gouvernement à faire adopter un texte de cette dimension, contre le vœu de sa propre majorité parlementaire, n'a pas de précédent depuis 1958. C'est pour le moment la



ces fronts peuvent devenir un domaine privilégié pour l'action gouvernementale. Contrairement aux conceptions gaulliennes de maintien de l'ordre contre toute chienlit, la droite giscardienne a compris qu'il fallait lâcher du lest — le maximum de lest — sur tous ces terrains, où l'affrontement de classe ne met pas directement en péril le système capitaliste.

L'exemple le plus flagrant est jusqu'ici celui de l'avortement. On dira ce qu'on voudra, mais la détermination d'un président et d'un

seule réalisation importante sur ce terrain. Mais, qu'on ne s'y trompe point. Les déclarations nouvelles, le changement de style, concernant les travailleurs immigrés, les prisonniers, la justice, le système éducatif ou les vieux (oubliés du gauchisme lui-même) ne sont encore que des indications d'intentions. Les réalisations pratiques en la matière se heurteront autant à des difficultés budgétaires qu'à des barrages sociaux conservateurs. Mais le pouvoir politique est prêt à tout faire pour que des changements réels garantissent une certaine paix

ts HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN
 Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
 Distribué par les N.M.P.P.
 Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef : Philippe MARIÉLIE
 Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
 Maquette : Chantal LENDER
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
 Dir. publ. : André BARJONET
 9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Les militants guyanais contre le colonialisme français

Cayenne, ce bout de France au flanc de l'Amérique latine, est en état de siège. Comme au temps de la guerre d'Algérie, les habitants sont fouillés dès la tombée de la nuit ; les groupes de plus de cinq personnes sont interdits ; les sièges des

organisations politiques et syndicales sont saccagés ; les perquisitions se multiplient. Plus de 1 000 CRS, gendarmes et légionnaires quadrillent une ville de 30 000 personnes.

Cette escalade de la répression a évidemment pour but d'intimider les militants anti-colonialistes guyanais, dont les initiatives sont de plus en plus comprises et soutenues par la population.

Huit d'entre eux ont été arrê-

tés récemment et transférés le 23 décembre à la Santé. Ils appartiennent au PSG (Parti Socialiste Guyanais), au MO-GUYDE (Mouvement guyanais de décolonisation) et à l'UTG (Union des travailleurs guyanais). Ils sont inculpés pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Rien que ça. De l'Etat français !

Une campagne de solidarité est en cours : il s'agit d'obtenir la libération immédiate de tous les militants emprisonnés.

l'autruche

sociale dans ces secteurs, qui ne mettent pas directement en cause les rapports sociaux de production.

Néo-libéralisme

Stratégie attentive aux fronts secondaires de la lutte de classe, la politique giscardienne se veut aussi — et cela peut se révéler plus fondamental encore pour les données de la vie politique — une politique de changement sur le front principal.

La tradition française nous avait habitués à connaître le libéralisme à la fois avec son volet économique (le « laissez faire, laissez passer » du capitalisme classique, méfiant envers l'intervention étatique) et son volet politique (avec une conception souple des mécanismes institutionnels). Le néo-libéralisme à la Giscard est bien sûr héritier de cette double tradition. Économiquement, il est plus proche que ne l'était le gaullisme de la haute industrie libre-échangiste. Politiquement, il est plus tenté par les solutions « modernistes » — le régime présidentiel par exemple — ou par l'assouplissement des rapports entre le citoyen et l'administration.

Mais ce néo-libéralisme pousse plus loin, c'est-à-dire jusqu'à des conséquences structurelles, sa logique politique. Des enquêtes antérieures à l'élection présidentielle avaient montré que l'électorat giscardien était assez différent de la clientèle chabaniste : il se révélait à la fois plus traditionnel, plus conservateur au niveau des valeurs fondamentales, et plus ouvert, plus « progressiste » si l'on veut, pour ce qui concerne les rapports d'autorité au sein de la société capitaliste. Le plan d'action giscardien prend en compte cette aspiration au « déblocage » de la société française, particulièrement sensible chez les cadres du secteur public comme du secteur privé.

Transformer le capitalisme

Sans évidemment qu'il soit question de s'attaquer aux fondements du régime socio-économique (les

propos gaulliens sur une « troisième voie » entre le capitalisme et le socialisme paraissent simplement grotesques aux managers giscardiens), il s'agit de transformer le capitalisme en profondeur. De le rationaliser et de le moderniser bien sûr. Mais aussi d'y assouplir les relations humaines, d'y changer les règles du jeu. Ne pas enclencher de processus destructeur. Mais chercher à modifier le fonctionnement, et même la rationalité du système, en réduisant les inégalités, en rapprochant les centres de décision des travailleurs, en organisant la participation des salariés, non plus seulement aux fruits d'une expansion d'ailleurs compromise, mais à des secteurs importants de la décision elle-même. Ici, se réfugier dans les exemples historiques pour nier toute possibilité d'évolution, et même, encore une fois, de transformation structurelle du capitalisme, constituerait pour la gauche une politique d'autruche.

Par cette stratégie « hardie », selon l'expression consacrée, l'équipe de Giscard poursuit trois séries d'objectifs, qui se situent à des niveaux différents.

Il s'agit, d'abord, de résorber la crise, et de le faire avec le soutien

conditions que les pays voisins. La politique économique engagée par eux a une cohérence. Elle suppose bien sûr une certaine évolution de la mentalité des « agents économiques » : l'acceptation d'abord d'un volant de chômage très supérieur aux habitudes françaises. Mais, de ce point de vue, les dispositions récentes sur l'indemnisation du chômage peuvent s'avérer efficaces. Après tout, il n'est pas imaginable que les travailleurs français acceptent, sans crise politique majeure, une situation devenue courante en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Et il est révélateur que l'opinion publique — même celle des électeurs de gauche — ait mieux réagi qu'on n'aurait pu le croire au « changement de style » giscardien : les sondages IFOP publiés par Paris-Match en sont un indicateur. Mieux, il est clair que la propagande gouvernementale sur l'austérité nécessaire rencontre écho réel, non seulement chez des économistes mitterrandistes (Jacques Attali, Christian Goux), mais même au sein de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales. Une politique de restriction du pouvoir d'achat des travailleurs peut ainsi être conduite avec l'appui d'un des appareils d'État les plus efficaces du monde, et avec le soutien

Quant au dernier objectif, il rejoint le dessein même de la stratégie giscardienne : c'est l'installation au pouvoir de cette nouvelle bourgeoisie des nouveaux cadres, de ces cadres qui se sentent la clé de l'évolution du capitalisme et qui attendent de se voir enfin confier officiellement, et d'abord dans l'entreprise, des responsabilités à leur mesure. Ceux-là, une politique d'assouplissement et d'ouverture du capitalisme ne leur fait pas peur, ni même l'idée d'autogestion. Au contraire. Ils savent qu'ils en seront les principaux bénéficiaires.

Mais, dira-t-on, une telle politique comporte le risque de perdre des soutiens indispensables dans la droite classique des PME ou de la paysannerie ? C'est là tout l'avantage de la structure institutionnelle française : ces éventuels sacrifiés de la droite sont coincés ; ils seront bien forcés de suivre le mouvement, faute de se retrouver dans le camp, abhorré, du Parti communiste... L'UDR elle-même, s'est vue contrainte à la chircisation...

Adapter la riposte

Le moment est venu d'adapter enfin les données du combat politique à la stratégie du pouvoir. Il faut répondre sur son terrain, et ne plus se contenter d'essayer de gagner des guerres déjà finies. Critiquer le giscardisme comme si on s'affrontait simplement au successeur de Pompidou constituerait une grave erreur. Mettre l'accent sur les domaines qui ne sont pas ceux sur lesquels se déroule l'affrontement de classe prioritaire — la production — cela peut constituer une attitude politique circonstanciée utile, cela ne doit pas faire oublier le terrain principal. Accepter la logique économique gouvernementale — assurément cohérente — comme sont peu ou prou tentés de le faire certains analystes et certains leaders « de gauche », c'est aujourd'hui déposer les armes. Plus que jamais, il faut au contraire, centralement, attaquer les fondements du plan Giscard-Fourcade. Plus que jamais, il faut, face aux avancées désormais possibles du pouvoir dans des secteurs nouveaux, imaginer et mettre en œuvre des solutions qui fassent des travailleurs eux-mêmes les agents conscients du changement social. □

Gilbert Hercet



d'une fraction de la gauche et de la classe ouvrière. Il serait absurde de minimiser les chances de Giscard-Fourcade de sortir la France de la crise actuelle dans de meilleurs

conditions...
tacite d'une fraction non négligeable de travailleurs et de leurs représentants...

A la recherche des cadres modernistes

Deuxième objectif : gagner des suffrages électoraux. Rester au niveau des 50,4% n'est guère dangereux quand il s'agit des présidentielles. Ce serait bien sûr désastreux pour des législatives. On est ramené au problème précédent : le fait que 46% des électeurs de Mitterrand apprécient le petit déjeuner avec les éboueurs, que 41% l'approuvent d'avoir visité les prisons, ou que 24% lui donnent raison de ne pas avoir affronté la foule hostile à Fort-de-France, tout cela n'est pas le signe annonciateur de prochaines défections. Certes. Mais qui sait si à la longue... D'autant qu'on se met à parler de refonte de la loi électo-

la librairie T.S. vous propose cette semaine :
Gabriel Galice Santé et Profit :
L'industrie pharmaceutique (Cerf, 11,50 F)
Opération « Ogro » :
Comment et pourquoi nous avons exécuté C. Blanco, Premier ministre espagnol (Le Seuil, 26 F)
et toutes les publications du PSU, 9, rue Borromée 75015 Paris

POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

« La crise », dont tout le monde parle, ou fait semblant de parler, pose au système capitaliste — et au mouvement ouvrier — des questions fondamentales, et qui ne sont pas toutes simples.

L'article qui va suivre refuse donc tout simplisme, sinon toute simplification. C'est dire que sa lecture n'est pas toujours facile. Mais nous avons estimé indispensable de fournir aux lecteurs de TS les éléments d'une analyse en profondeur que nous nous proposons de traiter en deux étapes. Cette semaine, nous aborderons de façon générale, la question des rapports entre la crise et la division du travail. Dans le prochain numéro de TS nous tenterons d'analyser ce qui fait la spécificité de la crise française et les perspectives offertes à la bourgeoisie et au mouvement ouvrier.

En effet au moment où les nouveaux penseurs économiques de la gauche (1) proposent comme solution à la crise de développer prioritairement quelques « multinationales nationales », fers de lance d'une nouvelle spécialisation internationale de l'économie française, il est important de montrer que la question de la division internationale du travail est bien au cœur de la réflexion sur la crise. Mais que le problème est de l'analyser comme la caractéristique centrale de l'impérialisme dans sa phase actuelle, et non comme une simple répartition d'activité, même inégale et conflictuelle.

Le développement de l'internationalisation de la production depuis 1945 ne permet plus d'analyser la réalité économique internationale comme étant la somme d'économies nationales ayant entre elles de simples rapports concurrentiels. Au contraire, il faut partir d'un capitalisme mondial. La dynamique de chacun de ses éléments (économies nationales, fraction de capital, etc...) ne peut être appréciée que par rapport au type de division internationale du travail et, sur cette base, aux formes de concurrence des capitaux à l'échelle internationale qui le caractérisent.

Le développement du capitalisme mondial apparaît ainsi, avant tout, comme un processus de division des travailleurs dont le capital va chercher à opposer les intérêts immédiats pour mieux les asservir dans leur totalité.

La division internationale du travail n'est au fond que la répartition, à l'échelle internationale, des diverses formes possibles de soumission du travail au capital, en fonction des différentes conditions physiques, sociales et historiques essentiellement nationales.

Aussi une des caractéristiques essentielles de la phase actuelle de l'impérialisme est-elle l'articulation entre la division intérieure capitaliste du travail et la division internationale impérialiste du travail.

La spécificité de telle situation nationale doit s'analyser par rapport à ce phénomène central.

Maturation

Ainsi la place des divers impérialismes ne peut être appréciée que par rapport à ce processus. Son analyse fait apparaître les déterminations réelles des conflits inter-impérialistes et permet de montrer que, dans la phase actuelle, ce n'est pas l'impérialisme américain qui est seulement en cause mais c'est l'impérialisme. Ceci est fondamental pour la définition d'une stratégie de lutte.

Les premiers signes de maturation d'une nouvelle crise apparaissent dès les premières années de la décennie soixante, alors même que les classes dominantes commencent à faire croire au « miracle » d'une croissance ininterrompue et capable de faire disparaître toutes les inégalités.

L'internationalisation de la production sous l'égide du capital américain fait naître des contradictions. A la fin de la seconde guerre mondiale, « l'avance » que le capital américain a acquise en matière de conditions d'exploitation

(1) Article de J. Attali « Le Monde » 4 / 1 / 75

La crise et la division impérialiste du travail

lui permet de se réserver des positions stratégiques dans les principales branches industrielles à un moment où la transformation des conditions de production en Europe et au Japon et la nécessité de financer leur reconstruction créent d'importantes occasions de mise en valeur.

Pendant toute la période 1945-1940, les investissements directs américains se font principalement vers l'Europe et le Japon. Ce processus et ses conséquences vont modifier les rapports entre les principaux pays impérialistes. La reproduction de la domination américaine sera, peu à peu, un processus interne aux autres économies capitalistes du fait de la place dominante du capital américain dans le système productif mondial et du rôle hégémonique de l'Etat américain (dollar, aspects militaires, idéologiques, politiques). Cependant cette dynamique n'aboutit pas à un « super impérialisme » ; elle produit des contretendances. Il importe de les étudier avec soin pour comprendre la crise actuelle, car c'est une des « leçons » de cette période.

La généralisation des conditions de production que l'impérialisme américain a imposées à travers le monde a considérablement modifié les termes de la concurrence inter-impérialiste.

Pour devenir un processus permanent d'une ampleur croissante, l'internationalisation du ca-

production de la force de travail, de façon qu'elles puissent apparaître sous forme de marchandises capitalistes et être l'occasion d'une extension du champ de l'accumulation.

Ceci créa donc les conditions d'un engagement massif du capital industriel dans les branches productrices de moyens de consommation individuels (automobile, produits élémentaires).

La transformation de la manière de produire les conditions d'existence est ainsi création de nouveaux marchés en même temps que moyen d'une extension du salariat en détruisant ou en se subordonnant les anciens rapports de production précapitalistes, et en dévalorisant les anciens rapports domestiques.

La généralisation du machinisme va s'effectuer dans deux directions étroitement complémentaires. Elles expriment les deux grandes lignes d'évolution des processus de travail : développement d'une part, des procédés d'assemblage (industrie automobile, électronique, construction... développement d'autre part des procédés de production continue - sidérurgie, chimie, verre...

Dans les deux cas, cette généralisation du machinisme va se traduire par une parcellisation accrue des tâches et une déqualification importante.

L'extension de ce mode de soumission du travail au capital implique un développement technologique et scientifique qui puisse matérialiser ces nouveaux rapports de production et permettre d'imposer leur hégémonie.

La grande unité

Les bouleversements de la production ont poussé à la constitution de grandes unités de production. Ce phénomène n'est d'ailleurs qu'un aspect d'une transformation d'ensemble de l'organisation industrielle dans laquelle les petites et moyennes entreprises trouvent leur place de façon dominante, comme éléments spécifiques du capital productif, et à ce titre complémentaire des grandes unités de production.

Quelles que soient les différences qui existent d'une branche à l'autre, et même d'une entreprise à l'autre, la constitution de ces grandes unités se réalise à travers un double mouvement :

— un mouvement de division interne de ces unités;

— l'apparition d'unités séparées quoique concourant à la même production finale.

Le seul but de ce mouvement est d'obtenir, en tout point de la production, les conditions d'exploitation de la force de travail les plus favorables:

— la division interne va induire de nouvelles formes d'organisation des entreprises;

— la division externe : un réseau d'entreprises « autonomes » permettant une plus grande parcellisation du processus de production et donc une déqualification inégale de la force de travail employée.

La forme financière du capital est alors l'autre face de ce mode de division du travail.



pital américain passait par l'internationalisation des conditions sociales de production régnant aux Etats-Unis, c'est-à-dire des conditions de production et de reproduction de la force de travail.

En effet le modèle d'accumulation qui prend sa forme définitive aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale (et qui représente une réponse aux contradictions du développement capitaliste apparues à la fin du XIXe siècle et culminant pendant la crise de 1929) repose sur des industries motrices centrées sur des biens durables de consommation, en particulier l'automobile. Le développement de ces industries et donc de celles qui en dépendent (ex. : pétrole, chimie) implique une transformation de la production des conditions d'existence et de la re-

Ainsi seule une simplification outrancière du développement de la production capitaliste peut en réduire l'analyse à celle des « monopoles » et autres « grandes entreprises ».

Le processus d'internationalisation de cette division interne et externe n'en change pas la nature mais fait apparaître l'articulation entre division nationale intérieure et division impériale du travail.

Une trop abondante littérature sur les formes multinationales a souvent caché ces véritables aspects au profit d'une vision institutionnelle (la « puissance » des firmes multinationales). Ce qui évite de poser les termes du développement capitaliste en fonction de la contradiction capital-force de travail et de l'affrontement bourgeois-prolétariat.

Initiative de classe

Mais il faut que les idéologues fassent preuve de beaucoup de verbiages pour camoufler les réalités de l'affrontement. **La résistance des travailleurs oblige la bourgeoisie à s'insérer plus avant dans la division internationale du travail, ce qui veut dire accroître la division intérieure.**

Dans les pays capitalistes développés, l'exceptionnelle croissance de l'après-guerre s'est faite en étouffant les luttes de classes qui avaient explosé vers la fin de la guerre.

Dans ces pays le mouvement ouvrier est pris à défaut par les nouvelles conditions de production et tarde à mettre sur pied une alternative de classe aux nouvelles formes d'exploitation dans les grandes usines modernes. Le climat de la guerre froide accentue les divisions et le patronat occupe le terrain en pratiquant une très vive répression (automobile).

La mise au pas de la classe ouvrière fut rapide et « efficace » au Japon et en Allemagne, qui réalisèrent ensuite la croissance la plus rapide.

En France et en Italie, le mouvement ouvrier connut de dures défaites au cours des années 50. Mais préserva ses traditions de lutte.

Au cours des années 60, le rapport des forces commence à se retourner. Le taux de croissance ralentit et la masse des salaires se mit à croître au détriment des profits. Ce retournement était accompagné en France et en Italie par une forte reprise des luttes ouvrières. Même dans les pays où la « paix sociale » n'est pas encore rompue pour le moment — principalement en Allemagne, ce nouveau rapport de force fait sentir ses effets.

Partout les gouvernements tentent d'instaurer des « politiques des revenus ». Les mouvements de restructuration se développent rapidement.

Prise entre la menace d'une nouvelle offensive ouvrière en Europe, différente par ses exigences des luttes de l'après-guerre et une subordination complète à l'impérialisme américain — la bourgeoisie européenne est contrainte de chercher la voie de son développement impérialiste autonome. Les conflits naissants entre certains secteurs de la bourgeoisie européenne et l'impérialisme américain ont pour origine une modification du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat en Europe. Le gaullisme est certainement la première expression politique de ces conflits.

Pour répondre à cette résistance, la bourgeoisie va développer les divisions au sein des travailleurs à un niveau international.

En Europe, l'exode rural, les migrations de main-d'œuvre, le drainage de la force de travail depuis des régions défavorisées vers les régions industrialisées, l'afflux de réfugiés des pays de l'Est ou bien des ex-colonies et enfin l'importante vague d'immigration en provenance des pays méditerranéens et d'Afrique du Nord, assu-

rent une abondance permanente de force de travail.

Durant les quinze années de l'après-guerre, cet afflux continu a permis d'imposer un très bas niveau des salaires et un taux d'exploitation très élevé et de réaliser une véritable « politique des revenus » même là où elle n'avait pas été officiellement adoptée.

Le marché du travail s'est compartimenté en secteurs plus ou moins étanches. On peut ainsi distinguer cinq composantes de la classe ouvrière, selon les conditions de salaire et d'emploi :

1°) La classe ouvrière traditionnelle, masculine, des centres urbains.

2°) Les couches nouvellement prolétarisées (ou reprotérisées comme les femmes), venues souvent de secteurs précapitalistes : jeunes, paysans... et dont les conditions de salaire et d'emploi sont en général inférieures à la première catégorie.

3°) La classe ouvrière immigrée. Ces deux dernières fractions de la classe ouvrière constituent essentiellement les OS.

4°) les travailleurs du tertiaire, privé ou public, dont le travail est de plus en plus parcellisé, mais qui résistent aussi de plus en plus.

5°) les inadaptés, les marginaux, les exclus.

Ce cloisonnement du marché du travail, auquel correspond une organisation du travail, est alors un des moyens de division employé par le capital et son Etat pour, face de la résistance ouvrière, s'assurer les bases d'une extension de la division du travail, et de la déqualification (développement des OS).



Ainsi les immigrés sont devenus majoritaires dans les secteurs d'exportation (automobile, mécanique, etc.), moteurs de tout le développement économique où la concurrence internationale entraîne une exploitation de plus en plus intense des travailleurs.

Les pouvoirs des pays européens tentent, pendant un temps, pour des raisons politiques et sociales, de ne pas s'attaquer trop brusquement aux conditions de travail, d'emploi et d'existence de la classe ouvrière nationale traditionnelle. Ceci a été particulièrement fort en Allemagne.

Ainsi le nombre des travailleurs immigrés pouvant être facilement réduit ou augmenté, ils ont suivi les contractions et les expansions conjoncturelles du marché de l'emploi. Leur précarité d'emploi a permis d'assurer le droit de fait au « plein emploi » pour au moins une partie des travailleurs nationaux.

La fonction propre des Etats

Ces bouleversements qui se développent dans « la manière de produire » et dans la « manière

de vivre », dans les conditions de production et de reproduction de la force de travail, vont avoir pour conséquence la production de nouvelles formes sociales, juridiques, politiques et idéologiques, dans les sociétés capitalistes, en particulier européennes.

Ainsi cela va conduire à une extension et à une transformation des modalités des interventions de l'Etat, chaque fois que celles-ci se révéleront nécessaires à la reproduction des rapports sociaux.

L'existence d'un système productif international ne fait pas disparaître la permanence de fonctions propres aux Etats nationaux. Mais l'Etat national n'a perpétué sa fonction propre que dans la mesure où il a pu interioriser cette reproduction internationale du capital, où il a été capable de « prendre en charge l'internationalisation des fonctions publiques à l'égard du capital. »

Encore faut-il bien comprendre que ce rôle spécifique de l'Etat national dans la reproduction internationale du capital n'est pas « surajouté » au rôle qu'il joue dans la reproduction des classes sociales dans le cadre national et qui serait plus ou moins inchangé. Celui-ci n'est qu'un aspect d'une transformation qui l'affecte globalement, même si elle le reproduit comme Etat national, dans la mesure où la reproduction des classes sociales, dans les conditions particulières à chaque pays, est elle-même transformée par les nouvelles conditions sociales de production qui tendent à s'imposer à l'ensemble des métropoles capitalistes. Il en est en particulier ainsi de la transformation de l'appareil scolaire qu'implique la nouvelle division du travail, mais aussi de la transformation de la « société civile » qu'entraîne l'extension du règne de la marchandise à l'ensemble des activités sociales.

La mise en œuvre à grande échelle d'un mode parcellisé d'organisation du travail en Europe présente un double avantage. D'une part, elle crée des possibilités de niveau de productivité du travail comparables à celles développées au USA ; et d'autre part, elle permettait de bénéficier de l'avantage de salaires encore inférieurs à ceux des USA. La pénétration des capitaux américains en Europe qui s'accéléra au début des années soixante fut motivée par les super-profits que ceux-ci pouvaient y réaliser et dont une grande partie était rapatriée aux Etats-Unis même. Mais les capitaux américains ne furent pas les seuls à en bénéficier. Ces surprofits furent aussi le fait des capitaux européens qui mirent en œuvre cette organisation du travail. Concurrents dans cette mise en œuvre, capitaux américains et européens se retrouvaient « unis » pour éliminer les anciennes conditions de production et donc aussi les fractions de capital qui y étaient liées.

Mais du point de vue du capital, cette mise en œuvre généralisée de conditions de travail plus productives va tendre à égaliser les conditions de concurrence en éliminant les surprofits en même temps qu'elle réduit les occasions de nouveaux « bonds » de productivité. Vers la fin des années 60, les possibilités d'un accroissement substantiel des taux de profit apparaissent beaucoup plus faibles qu'au cours de la période précédente.

La concurrence devient alors très vive et pousse à une accumulation accrue.

Aux augmentations de salaire qu'il devra concéder, le capital tentera de répondre par une intensification de l'utilisation de la force de travail (accélération des cadences et durée du travail élevée). Mais face à la résistance que les travailleurs opposent, les capitalistes tentent alors de modifier le rapport salaire / profit à leur avantage directement à partir de la détermination des prix.

C'est alors que l'inflation se généralise et apparaît comme constitutive de cette phase de développement du capital.

Hugues FRED ■

LCR : entre l'autocritique et les vieilles ornières...

Le congrès du FCR (devenu la Ligue communiste révolutionnaire) s'est donc conclu sur un succès de la majorité du Bureau politique sortant (59 % des mandats).

Ce congrès laisse une impression contradictoire : d'une part, le débat qui l'a préparé a laissé une part importante à l'autocritique et à la réflexion, parfois désabusée, sur l'activité passée de la LC et du FCR, mais, d'autre part, le document final renoue fâcheusement avec la tradition bien assise des résolutions « positives » grâce auxquelles les « bolcheviks-léninistes » apportent aux masses éberluées une saine leçon de marxisme... A côté d'analyses parfois pertinentes — comme celle sur l'Union de la gauche, qui fait justement un sort aux bavardages sur la nécessaire rupture des partis ouvriers avec les radicaux — on trouve des orientations, des mots d'ordre retombant dans l'ornière dénoncée dans la partie analytique : ainsi, le mot d'ordre absurde « pour un gouvernement PC-PS » est dénoncé, à juste titre, mais, aussitôt, il est remplacé par la formule « pour un gouvernement des travailleurs », totalement creux et rigoureusement abstrait !

Aux termes de son congrès, la LCR souhaite ouvrir le débat avec l'extrême-gauche, dont le PSU. Mais que penser des termes qu'elle utilise pour ouvrir ce débat ? La définition du PSU comme dominé par « la gauche centriste » démontre que la LCR refuse toujours de considérer la manifestation, au sein du mouvement révolutionnaire, de divergences d'orientations autrement que comme les signes de déviations par rapport à l'orthodoxie, unie et indivisible du marxisme révolutionnaire, représentée par elle-même. Si les camarades de la LCR entendent commencer le débat avec le PSU en le félicitant d'avoir « à sa façon » une certaine « défiance politique envers les voies réformistes », et en l'accusant de suivisme opportuniste vis-à-vis du PCF, le débat risque de ne pas aller très loin... Le PSU n'est pas une volaille qu'on plume. La LCR devrait le savoir à la lumière de ses expériences passées sur ce terrain ! Il n'est pas non plus un ventre mou, qu'on met au pied du mur en le sommant d'adopter une juste ligne... Il est toujours prêt à débattre, à la condition que ces préalables soient admis ; aussi ouvre-t-il les colonnes de TS à un dirigeant de la LCR, en espérant que la discussion qui va s'instaurer soit plus fructueuse que dans le passé.

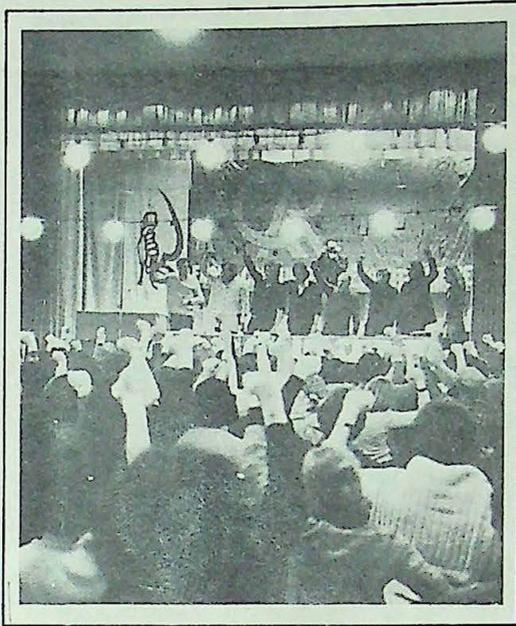
F. TURQUAN

● TS : Nos deux organisations viennent de tenir leur congrès à peu près aux mêmes dates et semblent poser des questions assez proches sans pour autant y répondre de la même manière.

● YVETOT (membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire) — Depuis Mai, il y a un mouvement général de recomposition du mouvement ouvrier. Ce mouvement a amené une clarification dans l'extrême gauche. En fait, ce sont les nouvelles tâches et la capacité à les prendre en charge qui ont fait le tri dans une situation de crise qui entraîne une radicalisation d'un certain nombre de secteurs du mouvement ouvrier au moment où existe une solution politique (le Programme commun) et alors que le réformisme s'est renforcé.

TS : Poids renforcé relativement ?

Y. : Relativement et absolument. Ceci entraîne que les révolutionnaires ne peuvent se contenter de répondre en terme d'initiative centrale. Ceux qui ont ignoré la réalité du réformisme se sont écroulés. D'autant que leur méconnaissance de ce fait allait de pair avec leur refus de l'organisation. Notons que la chute de



l'ultra-gauchisme, du spontanéisme de l'anti-syndicalisme a lieu en même temps que la radicalisation dans la classe ouvrière.

TS : Comment articulez-vous, à l'analyse de la crise, la radicalisation de la classe ouvrière dont vous parlez presque rituellement.

Y. : Il faut se garder des deux tentations opposées.

Premièrement, sous-estimer systématiquement l'ampleur de la crise comme le fait le PCF, pour ne pas être affronté au problème du pouvoir dont il ne veut pas, du moins maintenant.

Deuxième erreur à ne pas faire : assimiler cette crise à celle de 1929 ; il n'y a pas d'écroulement massif de production et toute vision catastrophiste serait aussi démobilisatrice que la sous-estimation de l'ampleur de la crise.

Il faut comprendre que le PC a réussi à parcelliser les luttes. Il y est contraint par le fait qu'il ne peut plus s'affronter sans risque avec l'avant-garde large, ce qui donne au PSU et au FCR de nouvelles responsabilités ; encore que pour nous le PSU ne soit pas un parti marxiste révolutionnaire mais un parti centriste.

TS : Ce genre de classification mécaniste vous est cher. N'entrons pas dans la polémique. Dis-nous plutôt ce qu'est, pour vous, l'avant-garde large.

Y. : Pendant longtemps les travailleurs les plus conscients, les plus militants, bref l'avant-garde, se retrouvaient dans le PC. Les crises simultanées du stalinisme et du capitalisme font que cette situation est en train de changer. Il y a un processus de radicalisation massive et une rupture plus ou moins consciente avec le projet réformiste et ses organisations. Mais ce secteur, ces travailleurs ne sont pas attirés par les révolutionnaires parce qu'ils sont faibles et peu crédibles. Néanmoins ces travailleurs interviennent dans les luttes de façon consciente.

TS : Veux-tu dire qu'il s'agit d'une intervention autonome ?

Y. : N'exagérons rien. En fait, c'est en grande partie dans les syndicats, et par les syndicats, que se manifeste l'avant-garde large.

Autant il serait erroné de sous-estimer le poids

réel de cette avant-garde large, autant il ne faut pas en surestimer la cohésion politique. Si on le faisait on risquerait d'aboutir à un projet organisationnel qui figerait l'avant-garde large dans ses limites actuelles.

Le problème est de gagner au socialisme la masse des travailleurs encore influencés par le réformisme et l'essentiel sur ce point est d'être précis sur les rapports entre révolutionnaires, avant-garde large et masse ouvrière ; de ce point de vue votre projet d'unité populaire paraît bien ambigu.

TS : Nous voici, encore une fois, condamnés sans appel ! Sur quoi fondez-vous ce reproche ?

Y. : Vous ne faites pas le départ entre avant-garde large et avant-garde marxiste révolutionnaire, ensuite vous voyez mal la réalité des rapports de force entre réformistes et révolutionnaires. Ce rapport de forces est à modifier pour arriver à l'essentiel : le front unique ouvrier qui oblige les organisations réformistes à la collaboration unitaire avec les révolutionnaires.

TS : Au fond, il semble que notre appréciation de ce qui se passe au sein de l'Union de la gauche soit bien différente ?

Y. : Le PC et le PS ne sont pas réformistes de la même manière. Néanmoins, quant à ce qui est de leur participation au gouvernement et à une pratique de collaboration de classes dans un tel gouvernement, il n'est pas possible comme vous le faites de dédouaner le PC au détriment du PS. Cette pratique qui consiste à blanchir les staliens montre que vous ne vous situez pas d'une manière résolument en rupture avec l'ordre politique.

TS : Un procès d'intention de plus...

Y. : Néanmoins nous partageons un certain nombre de vos préoccupations.

TS : Mais tu constates nombre de divergences.

Y. : En gros il y a accord entre nous sur la question du double pouvoir, il y a un désaccord non dit sur la centralisation de ce double pouvoir, il y a peut-être accord sur la tactique à l'égard du réformisme, toutes questions qui méritent un débat approfondi d'organisation à organisation. Pour notre part nous poserons prochainement au PSU les deux questions suivantes :

1°) Quel bilan tirez-vous du Chili et en particulier de l'activité du MIR ?

2°) Quelle est la définition exacte de l'unité populaire ?

Michel Mousel a déclaré à votre congrès que le PSU marchait sur trois pieds : l'unité populaire, le mouvement pour le contrôle et l'autogestion, et le renforcement du PSU. Sans l'opposer, on pourrait dire que notre propre triptyque, répondant point par point, serait : le front unique ouvrier, la définition et le développement de l'avant-garde large et la politique unitaire des révolutionnaires dans la perspective de la construction du parti révolutionnaire, dont sans être l'élément principal, nous pensons poser correctement les prémices. C'est dans la comparaison de ces deux options qu'à l'ensemble des niveaux nos militants comme les vôtres auront à débattre dans les mois à venir, si vous êtes d'accord. □

(Propos recueillis par Jacques Thibault).

Peuples en lutte



Ce cahier spécial de quatre pages est réservé exceptionnellement à l'international. Plutôt que de relater l'actualité au jour le jour, nous avons préféré donner la parole pour cette semaine à quelques-uns des mouvements invités au congrès du PSU, à Amiens, et dont les luttes sont les nôtres.

TS a donc interviewé Ezzedine Kallak, représentant en France de l'OLP, ainsi que Chaouatt, un membre du Rassemblement des Juifs anti-sionistes. Il publie aussi l'interview de deux délégués au congrès du Mouvement de la gauche socialiste portugaise (MES), et des extraits de l'intervention de Vittorio Bellavite, délégué du Pdup italien au congrès d'Amiens. Ainsi que celles d'Oscar Garretton, secrétaire général du MAPU, et du représentant en France du PS chilien.

trois questions au rassemblement des juifs anti-sionistes

TS : Comment être à la fois juif et antisioniste ?

Chaouatt, un des responsables du R.J.A.S. : Pour nous, le fait social juif, c'est la vocation minoritaire, ce sont de longs siècles de lutte pour le droit d'être différent, c'est le fait diasporique. Cette spécificité est aussi bien détruite par l'assimilation que par le sionisme. En effet, le sionisme a détruit les différentes cultures juives en les uniformisant au profit d'une minorité qui détient le pouvoir politique en Israël, a déposés les juifs de leur histoire et contrôle les institutions communautaires dans la diaspora ; le juif est défini par sa citoyenneté à un Etat (Israël) ou par une citoyenneté en « sursis » (loi du retour).

Nous cherchons à nous assumer en tant que juifs sur les lieux mêmes où nous vivons. La revendication de nos droits culturels et politiques en tant que minorité nationale non-territoriale ne pourra être réalisée que par les luttes de la communauté juive. Une telle lutte ne peut être qu'antisioniste.

TS : Quelle est votre place dans le combat révolutionnaire ?

La gauche a longtemps nié la spécificité des nationalités. Une idéologie héritée du XVIIIe siècle fondait l'égalité des droits sur l'identité stricte de tous les hommes. Ce n'est que depuis quelques années que les minorités nationales se sont affirmées en luttant, en revendiquant un passé, une langue, une culture, une expression différente et cela, souvent contre les organisations de gauche et d'extrême-gauche. Il faut reconnaître au PSU le mérite d'être le premier à avoir reconnu ce fait.

La responsabilité de l'extrême-gauche dans le problème palestinien n'en est pas

moins grande. Se dispenser d'une analyse politique en pratiquant une ligne uniquement suiviste par rapport à toutes les organisations palestiniennes, se contenter le plus souvent dans les faits de distinguer peuple oppresseur (les Israéliens) et peuple opprimé (les Palestiniens), amalgamer les situations en des schémas mécanistes du type Palestine = Algérie, ne pas tenir compte du fait que l'idéologie sioniste dévoie les aspirations profondes des juifs vers la tentation nationaliste, ne sert ni la lutte antisioniste, ni le combat des Palestiniens.

TS : Justement, comment appréciez-vous le projet politique des Palestiniens en lutte pour leur libération ?

Le mérite du projet politique des Palestiniens, c'est de correspondre à une maturation politique. La Palestine libre, laïque et démocratique, s'oppose à la création d'un Etat où les juifs ne seraient pas intégrés en tant qu'individus. Le discours d'Arafat reconnaît la présence des trois millions de juifs vivant en Israël et ne prend comme critère d'appartenance ni 1947, ni 1936, ni 1917. Reste que la définition de ce concept est entachée d'un certain nombre d'ambiguïtés.

Quelles que soient les injustices qu'Israël a fait subir aux Palestiniens, il est vain de demander à une collectivité de se battre sur des objectifs qui ne sont les siens propres. Les révoltes des juifs orientaux ne se transformeront en lutte antisioniste que si l'issue qui leur est ouverte les assure de la maîtrise de leur destin. Ce sont les seules perspectives révolutionnaires qui existent et elles passent par un dialogue avec l'OLP auquel nous essayons de contribuer.

Propos recueillis par Alain TLEMCEN ■

Dixième anniversaire de la révolution palestinienne

Entretien avec Ezzedine Kalak représentant de l'OLP en France

Représentant de l'OLP en France, venu au congrès d'Amiens nous apporter le salut de la Résistance palestinienne et développer les perspectives actuelles de la lutte de son peuple après le succès remporté par Arafat à l'ONU.

C'était, le 1er janvier, le dixième anniversaire de la Révolution palestinienne : le 1er janvier 1965, un groupe de fedayin faisait sauter une pompe à eau installée par les Israéliens à Deir Nakhass. Depuis plus de vingt ans, le sionisme israélien est l'agresseur et l'occupant d'un territoire qui est palestinien. L'audience de la Résistance grandit de jour en jour. TS a voulu faire le point avec Ezzedine Kalak,

TS : A l'aube de 1975, quel est le mot d'ordre clé de la Résistance ?

impérialiste et antiraciste menée par le peuple palestinien.

Ezzedine Kalak : 1974 a été une année importante. Sur les plans diplomatique et militaire beaucoup de points ont été acquis. Mais une résolution de l'ONU ne suffit pas. Le mot d'ordre est : continuer et intensifier la lutte.

TS : Avec la lutte diplomatique, la lutte populaire s'intensifie dans les territoires occupés...

TS : Yasser Arafat parle de « tous les juifs qui vivent actuellement en Palestine » ; veut-il dire que l'objectif de la Révolution, l'Etat démocratique et laïc, sera binational ? Quelle est la signification politique de l'ouverture faite à l'ONU par l'OLP aux Israéliens ?

E.K. : Il est évident que l'objectif de la Résistance, l'Etat démocratique, sera basé sur le refus du racisme et de toutes sortes de discriminations raciales. La présence, dans les rangs de la Résistance, de multiples personnalités, comme Mgr Capucci, le montre bien.

E.K. : Oui, les victoires remportées par notre peuple, tant à Rabat qu'à l'ONU ou à l'UNESCO, ont eu un grand écho dans les masses de la Palestine occupée. Elles ont suscité aussi la répression sioniste. Les autorités sionistes ont commencé, dès après la conférence de Rabat, leur campagne d'intimidation et d'arrestations. Durant le débat aux Nations-Unies, notre peuple est descendu dans la rue et a manifesté à Jérusalem, à Hébron, à Naplouse, etc. C'est le peuple palestinien qui a consacré l'OLP comme son propre représentant. De telles mobilisations populaires démontrent que les projets sionistes de créer un appareil administratif « collaborateur », sont voués à l'échec et se heurtent à la détermination de notre peuple.

Il semble bien, en outre, que le discours d'Arafat à l'ONU a permis une certaine prise de conscience, dans les milieux juifs européens, notamment parmi les intellectuels, du problème palestinien. Un certain nombre de juifs sont en train de mieux saisir la portée de la crise du mouvement sioniste et d'entrevoir, encore de manière vague, les moyens de sortir de l'impasse sioniste. C'est en ce sens-là qu'une certaine « ouverture » peut exister.

TS : On parle à la fois de Genève et d'une reprise possible de la guerre... Brejnev ne va pas au Caire, Kissinger y retournerait-il ? Comment vois-tu le proche avenir ?

TS : Penses-tu que les mouvements juifs antisionistes puissent faire évoluer la politique actuelle d'Israël ?

E.K. : Les mouvements juifs antisionistes peuvent contribuer à l'évolution de la vie politique en Palestine occupée et ailleurs. Mais n'oublions pas que, depuis dix ans, la lutte armée du peuple palestinien est l'élément fondamental qui anime et conduit le processus révolutionnaire dans l'ensemble de la région et autour duquel se situent les autres éléments.

E.K. : La politique des « petits pas » de Kissinger mène à l'impasse. Maintenant sa position, l'impérialisme américain ignore l'existence de notre peuple et de ses droits. Il persiste à ne pas considérer le problème palestinien comme la clé du conflit du Moyen-Orient, cherche à disloquer le front arabe en poussant certaines parties à accepter des accords partiels et bilatéraux. Cette politique vise à encourager les sionistes dans leur agression et à liquider la Résistance. Une telle voie mène à la « pax americana » dont aucun peuple arabe ne veut.

Quant aux juifs antisionistes de France et d'Europe, en principe plus libres de leurs opinions que leurs camarades de Palestine occupée, leur combat n'a de signification que s'il s'insère dans la lutte anti-

1975 sera une année importante. Les impérialistes et leurs alliés vont tenter de frapper le mouvement national de libération arabe en profitant de la crise de l'énergie. Il y aura des répercussions sur les forces révolutionnaires et démocratiques en Europe. Nous appelons donc les camarades du PSU à rester vigilants, à renforcer leur contribution à la lutte anti-impérialiste.

Propos recueillis par André Laudouze ■

italie

La stratégie de transition du pdup

Le PdUP est né en juillet dernier de la fusion du *Manifesto* avec le Parti d'unité prolétarienne. Pour des milliers de camarades le choix était clair d'emblée : refuser la résignation, s'employer, après la déconfiture électorale de mai 1972, à reconstruire l'organisation d'une force politique pour pousser les réformistes, au moyen d'une politique unitaire à la base et dans les organisations de masse (dans les syndicats), tout en présentant une dimension stratégique nouvelle propre à organiser et à stabiliser des objectifs qualitativement nouveaux (égalitarisme, refus de la hiérarchie, renouvellement de l'action politique, mise en cause du cloisonnement entre l'économique, le social et le politique, etc.). On trouve au PdUP une diversité de sensibilité, de formation et d'expérience qui en constitue la richesse mais qui pose quelques problèmes d'homogénéisation ; nous sommes d'ores et déjà le parti de l'avant-garde des entreprises et du mouvement

syndical, le point de référence d'une bonne partie de la gauche catholique qui s'est ralliée à un choix de classe, le parti qui exalte l'autonomie ouvrière et qui s'emploie à promouvoir les instruments nouveaux de la démocratie de base à partir des conseils d'entreprise et des conseils syndicaux de territoires. Cependant, on pourra tirer un premier bilan et parvenir à une meilleure définition de la ligne lors du premier congrès unifié qui est prévu pour début avril. La situation italienne exige le regroupement des forces de la nouvelle gauche.

La situation est difficile, elle se caractérise par les quatre points suivants :

1) Au cours de l'année écoulée l'inflation a été égale à 24 %, record pour les pays de la C.E.E. Si les travailleurs organisés ont montré qu'ils étaient capables de défendre leur salaire au niveau de l'entreprise, ils ont beaucoup plus de difficultés à protéger leur

niveau de vie contre les effets de l'inflation. Cette inflation est liée étroitement, dans notre pays, à des opérations spéculatives de tous types et de grande ampleur et elle crée les conditions d'une fureur populaire et d'une grande combativité au niveau des masses, s'exprimant soit dans des actions « d'autoréduction » (dans les services publics) soit par des grèves générales comme celle du 4 décembre.

2) La récession est devenue réalité, même si ses effets sont diversifiés. A côté de la situation dans le secteur de l'automobile, le chômage s'étend dans le secteur du bâtiment, dans beaucoup de petites entreprises ; la situation s'aggrave dans le Sud où la population active s'abaisse à 30 %. En outre, on a maintenant les premiers licenciements de travailleurs émigrés à l'étranger et pour des milliers d'ouvriers saisonniers travaillant en Suisse le contrat n'a pas été renouvelé pour 1975. Le patronat cherche à sortir de la crise en élaguant, en restructurant, en concentrant et surtout en essayant de briser la résistance des travailleurs et de leurs organisations de masse.

3) Le régime de la démocratie chrétienne est en difficulté. Les couches moyennes sont frappées par l'inflation. La démocratie chrétienne est contestée par une nouvelle conscience démocratique et antifasciste qui progresse

dans le pays, qui s'oppose de plus en plus fermement à la dégénérescence du régime qui a tenté au cours de ces dernières années d'utiliser les manœuvres du néofascisme, en vain, face à la combativité de la classe ouvrière. En outre, la démocratie chrétienne perd ses liens avec les organisations catholiques de jeunes et de travailleurs qui faisaient sa force.

4) Enfin la gauche. Le mouvement de masse est toujours fort mais il a aussi des limites. C'est surtout dans le Sud que la situation est la plus difficile, avec des structures syndicales arriérées, même si pour le néofascisme se restreignent les possibilités de tirer partie de la révolte méridionale. A cette force du mouvement de masse ne correspond pas une véritable direction politique par les partis réformistes et le mouvement syndical. Par-dessus tout l'hypothèse d'accord avec la démocratie chrétienne et la bourgeoisie est toujours proposée au moment même où la démocratie chrétienne entre en crise dans ses rapports de masse. La politique du « compromis historique » tend à accréditer contre toute évidence les caractères de parti populaire et antifasciste de la démocratie chrétienne, cela pour justifier la possibilité et la crédibilité des propositions. Nous retiendrons que c'est une ligne erronée et velléitaire qui ne

portugal

Une force qu'on ne peut plus ignorer

Entrevue avec deux délégués au congrès du M.E.S.

TS : Sur quoi ont porté les débats de votre congrès ?

R. : Le MES avait gardé une certaine ambiguïté et une certaine indéfinition politique. Les options révolutionnaires du MES n'ont pas été très clairement exprimées dans les textes et la déclaration de principe. L'option initiale des militants qui ont formé le mouvement était de permettre une large ouverture pour qu'il serve de point d'arrivée à des militants divers qui s'étaient dégagés des options traditionnelles de la gauche et qui avaient mûri dans les dernières années au cours d'expériences de luttes ouvrières ou même simplement démocratiques.

En fait, le MES se définissait par négation ou par exclusion : ni réformiste ni groupusculaire... Il était d'abord intéressé par une action pratique, même au risque d'un certain pragmatisme.

Depuis, le MES est devenu une force qu'on ne pouvait plus ignorer.

Les militants du MES ont été partie prenante dans les plus importantes luttes de l'été et, pendant ce laps de temps, les limites de l'action des forces réformistes, les contradictions du mouvement du 25 avril sont devenues très claires dans les premières épreuves qui ont opposé les forces ouvrières à une certaine gauche, l'institutionnalisation du nouvel ordre « démocratique ». Ces expériences et la consolidation parallèle d'une force non réformiste et non groupusculaire soulèvent dans le MES, surtout chez les militants ouvriers, la nécessité d'une option politique claire, d'une option révolutionnaire sans ambiguïté. Ce besoin s'est reflété dans le fait que ce sont les structures d'intervention ouvrière dans lesquelles s'est imposée une réflexion sur les luttes (celles de la T.A.P., des chantiers de Lisnava) et qui ont eu un rôle moteur dans le débat. La définition du MES comme un mouvement communiste n'est pas une question de terminologie mais une option très claire et le résultat d'une tâche pratique.

TS : Vous vous êtes situés aussi par rapport à la situation politique du moment ?

R. : Bien sûr, les aspects tactiques ont même été très importants dans le processus : les prises de position du MES avec son appui tactique à l'affirmation progressiste du Mouvement des forces armées articulé avec l'appui actif et intransigeant aux luttes ouvrières ont joué un grand rôle.

1er aspect : une évolution positive de la lutte de la classe ouvrière est constatée. Le socialisme n'est pas renvoyé « à la fin du monde ».

2ème aspect : le caractère original du MFA qui le rend perméable aux aspirations ouvrières et à ses mouvements est un fait incontestable. Le rôle répressif du MFA dans deux ou trois cas a été objet de convulsions internes.

Avant le 25 avril, la classe ouvrière était politiquement dissoute dans un front anti-fasciste sans objectifs autonomes. Le vrai sens de la stratégie antimonopoliste proposée par les réformistes ne pouvait pas surgir clairement. Cette même classe ouvrière, après le 25 avril, dans des luttes d'avant-garde et dans l'approfondissement des libertés acquises s'est affirmée comme classe politique avec des positions de masse, une certaine force et une organisation de classe qui dépassait clairement les positions traditionnelles du mouvement ouvrier portugais. Le MES a joué un rôle dans cette évolution et a été le seul organisateur à savoir donner un reflet politique de cette réalité de la classe ouvrière qui ne se limitait plus à la lutte économique.

C'est le processus qui nous a conduit au congrès : la question était de savoir si nous étions capables d'élaborer les bases d'un programme politique pour la classe ouvrière.

TS : Vous avez l'impression d'avoir franchi un stade dans cette constitution ?

R. : On a surpassé la période de propagande et de discours socialistes qui articulaient les besoins et les intérêts immédiats du mouvement de masse avec les intérêts historiques de la classe ouvrière pour ouvrir maintenant la phase de rassemblement des forces d'avant-garde que ces luttes ont dégagées et pour élaborer les fondements d'un programme de classe que ces luttes ont rendu nécessaires.

Nous avons une très claire conscience de nos responsabilités pour une organisation faible comme la nôtre, avec un cadre militant faible, des difficultés organisationnelles (style de travail, libéralisme, difficultés d'adopter des habitudes collectives de travail) pour définir un intellectuel collectif, et surtout des difficultés matérielles qui limitent notre extension.

Nous sommes, au niveau de l'implantation ouvrière réelle, la 2ème force après le PCP. Le PS a plus d'adhérents ouvriers que nous, mais ne fait pas de travail militant.

TS : Dans ce contexte quelle est l'option fondamentale qui vous paraît sortie de ce congrès ?

pourrait être réalisée qu'au prix de lourds sacrifices pour les travailleurs. Au contraire, ce que nous proposons c'est la construction d'une riposte politique alternative se présentant avec clarté devant les masses et se donnant comme objectif de se substituer à la démocratie chrétienne. Dans cette direction la première chose est de résister à l'attaque conjointe de l'inflation et de la récession et d'empêcher que celle-ci se transforme en une débâcle politique. Il faut construire l'unité de la gauche, non seulement sur le plan institutionnel, mais avant tout par le renforcement du front de luttes dans le pays. A partir d'une pratique unitaire et avec une stratégie alternative il faut viser à la restructuration de la gauche et il faut se poser le problème de la sortie de la crise « en terme de stratégie de transition », comme nous l'avons constaté ensemble dans le document que nous avons signé à la fin de la rencontre de nos deux partis en novembre.

La spécificité de la crise italienne et la gravité de nos tâches propres ne nous cache en aucune manière le fait que la crise du système capitaliste est plus vaste et plus générale. C'est une crise des valeurs de la culture, de l'économie et de la politique. C'est une crise qui ajoute à la contradiction fondamentale entre l'impérialisme et les pays du tiers-monde,

une autre contradiction profonde à l'intérieur des pays capitalistes (qui paye la crise ? les travailleurs ou les patrons ?) et entre les pays capitalistes (voir la tentative faite actuellement par les U.S.A. pour se décharger de la crise sur leurs alliés européens au moyen de manœuvres monétaires et par le biais de la politique de l'énergie). Dans ce cadre, nous ne pouvons avoir trop de certitude sur le débouché de la crise : elle pourrait fort bien se solder finalement par un renforcement du capitalisme et de l'impérialisme, éventuellement sous des formes très différentes de celles du passé.

Il est certain qu'à l'internationalisation du capital correspond aujourd'hui la faiblesse d'une pratique et d'une proposition politique enracinée dans les masses, et crédible dans ses alliances dans son calendrier de réalisations et dans son programme. Nous discernons déjà dans votre débat la possibilité d'une confrontation fructueuse et d'un travail commun, à partir de l'évaluation de la crise et plus particulièrement sur 3 terrains : la position et le rôle politique et syndical des travailleurs émigrés ; la crise de l'industrie automobile avec ses conséquences sur l'emploi ; la riposte que le mouvement ouvrier doit fournir au niveau européen contre le pouvoir des sociétés multinationales ■

Vittorio Bellavite

R. : Suivre une ligne qui s'inscrive dans la lutte de masse, qui pose clairement des objectifs pour les luttes de masse, clairement anti-capitalistes, pour l'inévitable mouvement de masse dans le cadre de la crise actuelle chaque jour plus grave. Ce n'est pas dédaigner l'intervention superstructurelle.

TS : *Quelles sont les perspectives à court terme de luttes ?*

R. : Nous croyons qu'il y a une certaine inévitabilité de la crise économique et politique de la bourgeoisie et que celle-ci rend possible une réaction massive des classes travailleuses. Les aspects concrets en sont le chômage, l'inflation, l'environnement et l'encerclement international, le blocus.

TS : *Le contexte électoral proche ne risque-t-il pas de freiner les luttes ?*

R. : Dans une conjoncture de lutte, des élections pourront être soit une canalisation des tensions sociales vers le plan électoral — issue que les forces réformistes essaient de donner — soit devenir secondaires et même ajournées. En tout cas même si elles ont bien une intervention non électoraliste, elles pourront être déterminantes. Le MES aura certainement un rôle important dans ce cas là. Au Congrès nous avons dénoncé les élections du point de vue de la classe ouvrière et de ses alliés mais nous avons décidé, si elles ont lieu, d'y intervenir car se seront les premières élections libres depuis 50 ans et on ne peut ignorer la mobilisation massive sur le terrain et nous devons y intervenir

nir pour faire le point des avancées et des reculs de la classe ouvrière. Nous défendons des objectifs de mobilisation massive anticapitaliste sans un programme de gouvernement mais avec un programme de classe.

TS : *Et dans l'immédiat ?*

R. : Il y a le problème du plan d'urgence proposé par Melo Antunes, ministre d'Etat.

Nous proposons un ensemble de mesures fondamentales, comme la nationalisation des banques privées, l'expropriation de la grande propriété foncière, une intervention décisive dans les circuits de distribution, le contrôle du commerce extérieur et du commerce intérieur, la nationalisation des grandes entreprises qui font du chômage massif.

TS : *N'y a-t-il pas de risques d'étatisation.*

R. : Contrôle ouvrier ou étatisation telle est la question. Pour nous la réalisation des nationalisations doit s'articuler avec un effort pour stimuler les premières expressions de pouvoir ouvrier et populaire pour que soit assurée la direction de la reconversion économique à la classe ouvrière et à ses alliés. Sans Conseils des travailleurs de la ville ou de la campagne toute intervention risque d'être seulement un exercice de style et rester lettre morte dans le cadre de la lutte politique. ■

Propos recueillis par Bernard RAVENEL

P.S.
chilien

les tâches immédiates

Dans notre pays, la répression est de plus en plus forte. La junte fasciste cherche à éliminer tous ceux qui sont capables d'organiser la résistance, mais elle s'isole de plus en plus. Son intention de détruire la résistance fait face à la décision inébranlable des partis et mouvements de la gauche chilienne et surtout à la décision de la classe ouvrière de lutter jusqu'à la fin pour écraser la dictature et imposer le socialisme au Chili.

Le processus développé au Chili sous l'UP représente le point le plus haut auquel est arrivée la lutte de la classe ouvrière et du peuple chilien pour mettre en échec la bourgeoisie nationale et imposer les bases pour le socialisme. Mais, n'a pas existé la direction adéquate qui aurait permis de réaliser les mesures nécessaires pour la prise du pouvoir.

L'inexistence d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière, les contradictions internes au sein de la gauche et au gouvernement et l'inexistence d'une direction unifiée dans notre propre parti, qui aurait favorisé une correcte application de la ligne politique du parti, figurent parmi les facteurs qui ont déterminé l'échec de l'Unité populaire.

Néanmoins, la terrible réalité du fascisme doit, pour nous, se transformer en leçon importante pour l'avenir.

Dans un pays comme le nôtre, essayer une transition pacifique au socialisme, sans poser comme prémice stratégique de base la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés, c'est non seulement une illusion, mais encore une grave faute aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Cette illusion désarme la classe ouvrière et affaiblit son avant-garde. Nous avons eu besoin de la nuit noire de la dictature pour comprendre combien il est nécessaire d'être vigilant pour l'application correcte d'une politique prolétarienne.

Nous avons eu besoin de la dure leçon de septembre 1973 pour voir clairement que la classe ouvrière et ses alliés n'arriveraient au pouvoir que par la lutte armée des masses : l'insurrection populaire.

Evidemment, il ne s'agit pas seulement de dire : le pouvoir s'obtient par la lutte armée, mais

il faut savoir estimer quand on a la force et quand on ne l'a pas. Il faut appliquer un système correct d'alliances. Il faut faire tourner en notre faveur le rapport de forces. Il faut savoir à quel moment est à l'ordre du jour la formation d'un programme socialiste, et quand c'est le moment opportun pour se lancer à la prise du pouvoir ; mais il faut aussi savoir qu'il n'est pas possible de laisser de côté pour des problèmes conjoncturels les objectifs stratégiques qui supposent l'inévitabilité de la lutte armée.

Sachant bien cela, nous pouvons affirmer que c'est le moment de fixer nos objectifs immédiats, notre programme minimum.

Notre parti reçoit comme une importante initiative, entre autres, la déclaration de Garreton pour poser les accords de base d'un programme minimum visant à écraser la dictature.

En conséquence, nous rejetons, malgré le reflux du mouvement populaire en ce moment particulier, le moindre compromis avec les secteurs qui aujourd'hui mandatés par l'impérialisme, cherchent une formule bourgeoise de remplacement à la dictature.

Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule issue pour la classe ouvrière : un gouvernement démocratique populaire sous direction prolétarienne qui châtie les assassins, expulse l'impérialisme, en récupérant les ressources économiques, qui développe le pouvoir populaire, rétablisse les conquêtes de la classe ouvrière et du peuple. Et qui enfin, en détruisant l'armée fasciste et en faisant naître l'armée du peuple, s'achemine fermement vers la prise du pouvoir et le socialisme.

Les tâches du moment actuel nécessitent le maximum d'unité des forces révolutionnaires.

Aucun parti ou mouvement ne peut s'arroger le monopole de la lutte, ni la somme des tactiques et des positions correctes.

Aujourd'hui, les forces révolutionnaires ont besoin de l'unité autour d'un programme minimum sans faux hégémonismes. Seuls la classe ouvrière et le peuple détermineront la conduite adéquate de l'avant-garde politique. Notre parti, comme parti de masse, tient clairement son rôle en ce problème (...).

Le responsable du PS en France R.J. ■

Les leçons d'un échec

par Oscar GARRETON

Secrétaire général
du MAPU

Les défaites que vient de subir le mouvement ouvrier et populaire chilien sont dures et amères. Mais de celles-ci nous devons tirer les leçons pour pouvoir bâtir les victoires futures. L'impérialisme et la bourgeoisie utilisent la violence réactionnaire (...) pour défendre leurs intérêts. C'est pour cela que la conquête du pouvoir passe toujours — au moins dans les moments décisifs de la lutte — par un affrontement armé avec la bourgeoisie.

Le MAPU ne partage pas les positions pacifistes du processus révolutionnaire de conquête et considère qu'il est nécessaire de lutter contre ces positions sur le plan idéologique parce qu'elles masquent une vérité première à la classe ouvrière et à ses alliés.

Cependant, le MAPU refuse aussi les positions mécanistes sur la lutte qui se refusent à reconnaître dans les faits le caractère de masse que doit avoir chaque lutte.

Le MAPU combat aussi les conceptions « fascistes », « néofascistes » et militaristes qui méconnaissent la nécessité de combiner d'une manière flexible les diverses formes de lutte et qui prétendent remplacer l'effort du peuple tout entier par l'action de groupuscules dogmatiques et messianiques. Les tâches que la classe ouvrière et ses alliés ne peuvent accomplir ne peuvent être réalisées en son nom par des groupuscules ou organisations quelconques. Les seules tâches qu'il soit possible de mener à bien sont celles que le peuple s'est données en fonction de son niveau de conscience et d'organisation.

Nous croyons que les erreurs d'appréciation de la lutte dans notre pays furent des erreurs importantes.

La nécessité d'arriver au socialisme

Nous avons appartenu à l'Unité populaire et jamais nous ne l'avons regretté. Nous avons lutté pour le triomphe électoral de l'UP en 1970 ; mais en même temps nous avons impulsé le développement du pouvoir de masse à partir des comités de base de l'UP qui se sont formés dans tout le pays. De plus, la défense de la victoire électorale et l'impulsion du programme de l'UP à partir du gouvernement et de la masse ont imprégné notre lutte. Tout ceci continue à nous paraître correct et nous ne pensons pas que le MAPU ait commis une erreur : la masse se trouvait du côté de l'UP ; elle représentait la force conduc-

trice du peuple dans cette phase. Dans le gouvernement nous tenions un instrument précieux pour la bataille pour le pouvoir et de plus — comme objectivement il n'y avait pas d'autre alternative de conduite — tous ceux qui se situaient en marge de l'UP renonçaient en fait à en être le conducteur et se condamnaient à subir le même sort que l'UP et son gouvernement : fêter sa victoire ou souffrir sa défaite. Le destin historique de notre peuple passa par l'UP et la réalité actuelle est suffisamment claire et dramatique pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'appesantir longuement sur cette affirmation.

Conséquent avec sa conception stratégique, la nuit même de la victoire électorale, le MAPU a lancé un mot d'ordre qui reflète clairement notre évaluation des objectifs de la victoire et de l'objectif central que le gouvernement de l'UP devait se donner pour y parvenir : « Transformer la victoire en pouvoir et le pouvoir en construction du socialisme ! ».

Par cela, nous voulions signaler qu'une fois que la lutte de classe a pris un caractère aigu et que le pouvoir de l'impérialisme et de la bourgeoisie monopoliste s'est senti menacé, il est impossible de consolider le processus révolutionnaire en une étape intermédiaire avant la conquête du pouvoir. Un gouvernement, comme celui de l'UP, qui utilisait en partie les institutions bourgeoises et entamait un processus profond d'actions anti-impérialistes et antimonopolistes, devait nécessairement se préparer pour une marche ininterrompue vers le pouvoir, s'il voulait prolonger avec succès ses victoires initiales.

Prétendre stabiliser une étape intermédiaire est impossible : une fois lancée, la lutte arrive à un point de non retour et ne pas avoir pris conscience de cela a permis à la bourgeoisie monopoliste — avec l'appui de l'impérialisme — de déchaîner toutes les forces sous son influence : dans l'appareil répressif et militaire de l'Etat, au parlement, dans le pouvoir judiciaire, dans les moyens d'information et en général dans toute la machine politique, économique et idéologique sous son contrôle.

Son action a consisté tout d'abord à nous isoler, à partir du chaos et de l'encercllement politique, économique et idéologique qu'elle a créés et après la défaite du gouvernement populaire, à commencer une persécution généralisée

de la gauche et du mouvement de masse.

Pour le MAPU, l'objectif central de l'action du gouvernement aurait dû être l'affaiblissement de l'action ennemie et le développement de nos propres forces, principalement par l'impulsion d'un vaste pouvoir populaire de masse, afin d'arriver à la conquête du pouvoir.

La caractère de masse de chaque lutte

La marche vers la conquête du pouvoir n'est pas une simple question d'affirmation ou de volonté. C'est un problème de rapport de forces et de conduite de la lutte.

Seul le peuple organisé peut conduire des luttes victorieuses et pour cela toute lutte est pour nous une lutte de masse. Quelles que soient les conditions que présente la réalité, les masses doivent être le centre de toute politique prolétarienne. Le pouvoir populaire est notre réponse politique.

C'est pour cela que nous insistons aujourd'hui sur la nécessité de rechercher en commun, avec les autres forces de la gauche, les moyens de renforcer et de donner un caractère de masse à la lutte antidictatoriale. Nous devons travailler patiemment pour réorganiser et renforcer toutes les organisations de masse et en particulier les comités de résistance, organes de base du large front antidictatorial (...) Tout ceci nécessite l'unité de la classe ouvrière en premier lieu, et en second l'unité des forces sociales qui sont ses alliées dans la lutte spécifique de cette période.

Il est nécessaire que la gauche approfondisse son unité pour constituer une solide alternative à la dictature parce que c'est la seule possibilité d'avancer résolument dans la lutte. C'est une condition pour attirer de larges secteurs, en particulier des démocrates chrétiens honnêtement antidictatoriaux, à la formation d'un Front antidictatorial.

Pour cela, nous avons proposé à la gauche chilienne un plan de travail concret pour approfondir notre unité. Nous avons proposé de signer un programme minimum qui nous engage à abattre la dictature et qui contient les principales lignes d'action du futur gouvernement provisoire national, démocratique et populaire, qui devra être instauré après la défaite de la dictature.

Nous avons parlé de la nécessité de nous mettre d'accord sur une

plate forme de lutte pour la conjoncture, sur la base des points d'accord que reflètent les motions des différents partis.

Nous avons parlé, enfin, de la nécessité d'impulser la réorganisation et le renforcement de toutes les organisations de masse, et en particulier l'impulsion d'une forme privilégiée d'organisation, les comités de résistance, comme organes de base du Front antidictatorial destinés à développer toutes les formes de lutte que la réalité nous signale comme nécessaires et qui devront jouer un rôle décisif au moment où les forces insurrectionnelles du peuple livreront leur ultime et décisive bataille pour écraser la dictature fasciste au Chili avec l'appui enthousiaste de tous les peuples du monde.

Voici notre proposition, sans esprit avant-gardiste, mais avec la conviction profonde qu'elle représente un apport de valeur pour la lutte de notre peuple.

Nous avons rencontré dans l'ensemble une réponse et une volonté unitaire de toute la gauche chilienne. Ces circonstances concrètes ont fait qu'aujourd'hui la Gauche chrétienne appelle également à l'approbation du programme de travail proposé, comme commencement d'une phase plus riche et féconde pour la lutte unitaire de la résistance.

La nécessité d'une avant-garde

En même temps qu'il fait ressortir le caractère de masse de chaque lutte et la nécessité de développer une politique correcte d'alliance, le MAPU insiste avec une force égale sur la nécessité de construire l'avant-garde révolutionnaire capable de conduire les masses à la victoire. Le MAPU est ennemi de toutes les formes de spontanéisme abstrait qui nient la nécessité du parti. « L'enseignement le plus important est la nécessité d'une authentique avant-garde révolutionnaire, avec un solide enracinement dans la masse et une grande conséquence stratégique et tactique pour conduire à la victoire ». Quand, dans son document politique, le MAPU signale que la leçon la plus importante à tirer de la période précédente est l'absence de l'avant garde, c'est un mandat qu'il se donne, pour agir, ce n'est pas une excuse pour s'indigner après chaque défaite. Nous devons créer un parti qualitativement supérieur à ceux qui existent actuellement.

Ouvriers-paysans :

la solidarité
qui leur fait
peur

Assignations à résidence, retraits de permis de conduire, prison ferme ou avec sursis, amendes, dommages et intérêts. Ce n'est certes pas la première fois que la justice déploie son arsenal répressif au service du pouvoir, mais aujourd'hui elle y met le paquet. Grâce à la loi anti-casseurs qui permet d'inculper les « meneurs », donc les militants connus, ce sont près de 120 paysans qui ont été inculpés en Loire-Atlantique, dans le Morbihan, le Finistère, le Jura, la Vendée et les Charentes-Maritimes. Les motifs d'inculpation qui reviennent le plus souvent sont vol et recel, entrave à la circulation et « action concertée à force ouverte ».

Cette avalanche d'inculpations fait suite aux luttes paysannes du printemps et de l'été. En effet, 1974 a été une mauvaise année pour les agriculteurs : leurs revenus ont chuté de 20 % en moyenne à la suite de l'effondrement des cours de la viande (boeuf, porc...), du vin, des œufs. Pour les éleveurs la baisse atteint même 40 % à 60 %. En revanche, les céréaliers et les betteraviers qui ont des prix garantis ont vu leurs profits augmenter.

Fourcade nous promet un plan anti-inflation : les travailleurs devraient faire des sacrifices. Alors les « cochons de payants » seront, entre autres, les paysans. Tant que l'on pourra comprimer les prix à la production, ce sera autant de gagné sur les salaires que les patrons doivent verser aux ouvriers. Bien entendu, malgré la baisse des produits à la production, les prix restent les mêmes à la consommation. Car il ne s'agit pas dans le cadre d'une « bonne » politique agricole de toucher aux marges des marchands de viande Olida ou Fleury Michon. D'ailleurs la baisse des cours de la viande, cet été, a été organisée grâce à d'importants contrats d'importation passés par les Rothschild, Lemaire-Audoire et autres qui ont réalisé au passage d'énormes bénéfices.

Aussi pendant l'été les organisations syndicales agricoles (FNSEA et CNJA surtout) ont-elles organisé des grandes manifestations, des barrages de route, des actions violentes parfois, des destructions de viande d'importation etc... Mais Giscard et son Poniatoffic laissaient faire...

Alors regardons un peu quelles sont les actions qui déplaisent tant au Prince des polices. Sa cible favorite a été les Paysans-travailleurs. Ici ils détournèrent un camion de charcuterie de chez Fleury Michon pour en distribuer le contenu dans les quartiers populaires de Brest, là ils arrêtaient un camion de beurre et de fromage et distribuaient les pro-

duits aux grévistes d'une usine de Lorient etc...

Dans chacune de leurs actions, les Paysans-travailleurs marquent leur solidarité avec les ouvriers et les autres travailleurs. Jamais depuis cet été on n'avait vu des agriculteurs se dresser avec autant de force contre le système capitaliste, proclamer que la seule solution à leurs problèmes passait par un combat commun avec les ouvriers pour le socialisme.

Et c'est bien ça qui fait peur à nos Princes ! Quand les travailleurs des campagnes s'unissent aux travailleurs des villes, les bourgeois craignent pour leurs profits.

Evidemment, lorsque la FNSEA organise des barrages sur les routes ou dénature de la viande avec du fuel, la police ne trouve jamais les responsables. « On » ferme les yeux et de toutes façons l'action est impopulaire auprès des travailleurs. Mais lorsque les paysans n'attendent plus après les palabres de Bruxelles pour défendre leurs revenus, lorsqu'ils s'unissent aux travailleurs pour exiger des firmes agro-alimentaires une juste rémunération de leur travail, le pouvoir s'affole et la répression est très dure. Il n'y a pas de droit syndical qui défende les agriculteurs, et toutes les actions qu'ils mènent sont considérées comme illégales. La justice fait tout pour les empêcher de militer et, ainsi, les paysans-travailleurs assignés à résidence se retrouvent dans la situation d'un militant ouvrier qui n'aurait pas le droit de rentrer dans son entreprise !

Aucune organisation ouvrière ne peut rester insensible devant une telle répression. La solidarité ouvriers-paysans effraie le pouvoir. Il faut la renforcer grâce à des meetings, des manifestations, des collectes.

Faites parvenir les chèques à Venf d'Ouest. (BP : 3315 - 44033 — Nantes Cedex).

Alain Chouzelot ■

Immigrés :

à l'heure
du petit
déjeuner

Voilà dix ans que plus de trois cents travailleurs africains logent dans un foyer-taudis au 51, rue de Charonne à Paris, dans les pires conditions d'insalubrité, alors que celui-ci menace chaque jour de s'effondrer.

Le comité de lutte et le comité de soutien exigent depuis plus d'un an le relogement global pour tous les travailleurs du 51 dans un ou deux foyers, pour ne pas briser la communauté et mettre fin au scandale de ce taudis en le démolissant. La préfecture de Paris a réagi. Mais le responsable déta-

cains, pour la plupart locataires des foyers des 51 et 60 rue de Charonne, ont alors essayé de faire valoir les droits des travailleurs. Mais la présence d'importances forces de police dans la rue Keller, puis aux abords du foyer des Pannoyaux, devait mettre un terme à cette résistance.

Non content de cette manœuvre « d'expulsion maquillée », les services techniques de la préfecture ont arraché des fils électriques, privant de lumière plusieurs chambres encore habitées et des escaliers...



ché spécialement pour leur relogement, M. Roberrini, ne veut pas reconnaître le comité de soutien et se fait remettre une liste tronquée par un des locataires, agent de division, qui permettra seulement à « 109 élus », le 19 décembre, de se voir relogés dans le foyer de la rue des Pannoyaux. Des « élus » qui, comme par hasard, — cet intermédiaire étant d'ethnie Toucouleur — appartiennent tous à la même ethnie, alors que certains n'habitent même pas le 51.

Cette intervention va à l'encontre des promesses du sous-préfet de Paris qui, devant le député Sarre et le Comité de soutien, s'était engagé à ce que le relogement des travailleurs du 51 ait lieu lorsque les deux foyers des Pannoyaux et de la porte de la Villette seraient terminés.

Ce matin-là, plus de 200/Afri-

Le comité de lutte et le comité de soutien du 51 de la rue de Charonne exigent évidemment le relogement de tous les travailleurs qui y résident, et — en attendant — la remise en état des installations sanitaires, (plus de WC !), et électriques.

Le 27 décembre, gare de Lyon, M'Bow, un Sénégalais, empruntait par mégarde l'allée prioritaire réservée à l'attente des taxis. Injuré par un policier de service, il répond un peu fortement. D'un car arrêté à proximité descendent alors une demi-douzaine de collègues qui — avant que sa femme ait pu lui trouver du secours — le laissent inerte sur la chaussée, M'Bow se trouve toujours à l'Hôpital dans un état grave... Il était 21 h 30 ; depuis, les camarades recherchent en vain des témoins.

Echec aux trusts...

La manœuvre a échoué ; le **Guide des médicaments les plus courants** du Dr Pradal peut paraître sans coupures.

Et pourtant il s'en est fallu de peu. Les trusts et les laboratoires pharmaceutiques ont, en effet, essayé par tous les moyens de le faire interdire, ou du moins les passages les plus gênants. Le prétexte ? Toute publicité pour les produits cités dans le dictionnaire Vidal, cette bible du monde médical, est interdite. Le guide en parle, donc il en fait. Il doit par conséquent tomber sous le coup de la loi.

Qu'importe que l'argumentation soit pour le moins spéculaire. Mais pour les trusts pharmaceutiques, l'enjeu était de taille. Ils n'admettent déjà pas, en temps ordinaire, qu'on lève la moindre parcelle de voile sur leurs activités. Mais cette fois-ci il s'agissait de tout autre chose, bien plus fondamental : de la finalité même de leur production, de la justification de la recherche médicale.

Que découvre-t-on en effet dans ce petit guide ? Les médicaments ont certaines contre-indications qui ne sont pas signalées dans le Vidal. Ils peuvent rendre encore plus malades. La plupart de ceux que l'on emploie, sont inutiles, voire nocifs. Les notices d'emploi ne correspondent pas à la vérité.

Et pourtant, ce « guide » est bien anodin. Il ne dit que la vérité, sans remettre en cause l'utilisation et la prescription même du médicament. Il note par exemple certaines contre-indications au Valium, médicament bien connu, mais il ne dénonce pas le fondement même de l'anxiété qui amène sa prescription, et donc la société capitaliste et son mode de production.

Le Dr Pradal n'en est pas encore là, mais nous devons saluer ce livre comme une première brèche dans le mur du silence dont s'entourent le corps médical et les trusts pharmaceutiques.

Didier Vaudois (commission Travail social)

Une démission justifiée

Notre camarade **Victor FAY**, membre de la D.P.N. et des rédactions de Tribune Socialiste, de Critique Socialiste et de Politique aujourd'hui, vient de quitter le syndicat des journalistes — Force ouvrière, auquel il a appartenu pendant vingt-quatre ans.

Nous lui avons demandé quelles étaient les raisons de sa démission.

« J'ai toujours été opposé à l'orientation confédérale que j'ai dénoncée à maintes reprises — nous a-t-il déclaré. Partisan résolu de l'unité d'action, je considérais comme insoutenable le refus de toute action coordonnée avec les autres centrales syndicales. Adversaire farouche de la collaboration des classes, je ne pouvais que désapprouver le réformisme à la petite semaine pratiqué par la CGT-FO.

« En présence d'une crise économique qui menace les conditions d'existence des travailleurs, je ne pouvais plus me contenter de critiquer de l'intérieur l'orientation confédérale, tout en cautionnant par mon appartenance à l'extérieur.

« Le secrétaire général, Bergeron, sans consulter le congrès confédéral de Toulouse, s'est permis d'attaquer publiquement le projet d'autogestion. Il a obtenu l'élection du candidat FO à la présidence du Conseil économique et social, avec les voix patronales et contre les voix ouvrières.

« Depuis ses visites personnelles chez Pompidou et chez Giscard, par ses prises de positions publiques, il a fait apparaître la CGT-FO comme une organisation pro-gouvernementale, alliée à la CGC et à la CFTC, hostile à la CGT et à la CFDT.

« Enfin, et c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, Bergeron, approuvé du Bureau confédéral unanime, a refusé de participer à la journée nationale d'action du 19 novembre, et a pris position, en même temps que Chirac, contre la prétendue politisation des grèves, dont le caractère revendicatif n'était pas nié.

« Il m'est devenu impossible, dans ces conditions, d'appartenir à la CGT-FO. J'ai donc démissionné en mettant à la disposition de mon ancien syndicat mon mandat de membre de la Commission exécutive et de délégué au Comité directeur de l'Union nationale des syndicats de journalistes. »

Victor FAY a adressé ensuite une demande d'adhésion au syndicat des journalistes CFDT, qui l'a acceptée avec faveur et a pris pleinement en compte son ancienneté syndicale, afin qu'il puisse, comme lui a écrit le président du syndicat, Paul Parisot « recevoir délégation pour les tâches auxquelles le qualifient son expérience et sa compétence ».

Rappelons que, selon le sondage opéré pendant le IXe congrès du PSU, 72 % des délégués étaient syndiqués à la C.F.D.T.

A.B.

haby hiberne haby nous berne

Un nouveau projet de réforme de l'enseignement est en gestation depuis juillet 1974... mais chaque jour qui passe voit reculer l'échéance.

Le tableau ci-joint, et les quelques appréciations qui suivent, ne sont que le premier énoncé d'un dossier sur lequel les prochains numéros de TS reviendront plus en détail.

Mais, déjà, il est urgent de déterminer les axes sur lesquels la bataille contre la réforme pourra s'engager.

I — Un projet étroitement adapté aux besoins du capitalisme

1 - Des cycles de 2 ans (à l'exception de la terminale)

— maternelle coupée en 2 phases (de 2 à 4 ans, garderie : de 4 à 6 ans, début de l'apprentissage)

— collège coupé en 2 phases (6e / 5e observation à l'issue de laquelle s'opère la première sélection sur la base de l'âge, 4e / 3e où l'on s'habitue aux options.

— université coupée en 3 niveaux.

2 - Alternance des rythmes de travail.

— en maternelles, des séquences éducatives avec des instituteurs succèdent à des périodes de loisirs dont sont chargées des aides maternelles ;

— à l'école élémentaire, l'année est coupée en trois trimestres dont un de révision ;

— au collège, des séquences de soutien seront créées pour les faibles ou « lents », tandis que les « forts » profiteront de séquences de systématisation.

3 - Tous les 2 ans, paliers de sélection

— dès la maternelle sont introduits des tests d'aptitude.

— introduction du contrôle continu dès l'école élémentaire.

— à partir de la fin de la 5e, l'orientation est organisée d'une manière systématique, avec à chaque fois, une « sortie » vers la vie active.

II — Une sélection rationnelle systématisée

Par l'introduction de contrôle continu d'abord et par l'institutionnalisation d'un « double réseau » ensuite :

— celui des doués : savent lire à 5 ans, peuvent sauter des classes primaires, entrer à 10 ans au collège, suivre les options et obtenir leur diplôme à 16 ans.

— celui des non-doués qui entrent à 11 / 12 ans au collège, doivent suivre les séquences de soutien et seront tirés pour aller directement vers la vie active ou pour entrer au lycée professionnel.

III — Une intégration idéologique et économique remarquable

Cette intégration se réalise sous une double forme :

— d'abord par l'encadrement idéologique (introduction des sciences économiques et sociales dès la 6e visant à désarmer la volonté d'ouverture sur le monde extérieur, de la philosophie en 1ère etc...) et par l'introduction des tests ;

— ensuite par le système des options qui, sous couvert de liberté, de choix, entérine des différences de méthodes de travail qui favorisent les inégalités sociales.

L'ensemble du système scolaire devient avec Haby un gigantesque centre de tri. Le système devient très rigoureux. Il entre en action très tôt. Les différentes voies qui s'ouvrent aux différents paliers d'orientation correspondent étroitement à la hiérarchie du système de production actuel.

Note rédigée par la section Education du P.S.U. ■

Légende

CP : cours préparatoire, CE : cours élémentaire, CM : cours moyen.

Collège : structure remplaçant les CES / CEG / CET actuels et accueillant tous les élèves de 10 / 12 ans à 14 / 16 ans.

LEGT : lycée d'enseignement général et technologique dans lequel la formation générale est assurée en 2e et 1ère. La troisième (terminale) est une année de pré-orientation. Il remplace les lycées polyvalents, classiques et modernes et une partie des lycées techniques.

LEP : Lycée d'enseignement professionnel dans lequel la formation spécialisée est assurée en 2e et 1ère, la troisième (terminale) est une année de choix professionnels. On y dispense 4 niveaux de formation :

CEP : certificat d'études professionnelles en 1 an.

CAP : certificat d'aptitude professionnelle en 2 ans.

BEP : brevet d'études professionnelles en 2 ans.

BT : brevet ou baccalauréat de technicien en 3 ans.

Ils remplacent les lycées techniques et les CET actuels.

orientation

→

orientation possible

— — — →

niveau d'orientation sanctionné par un diplôme avec arrêt des études

orientation vers la « vie active »

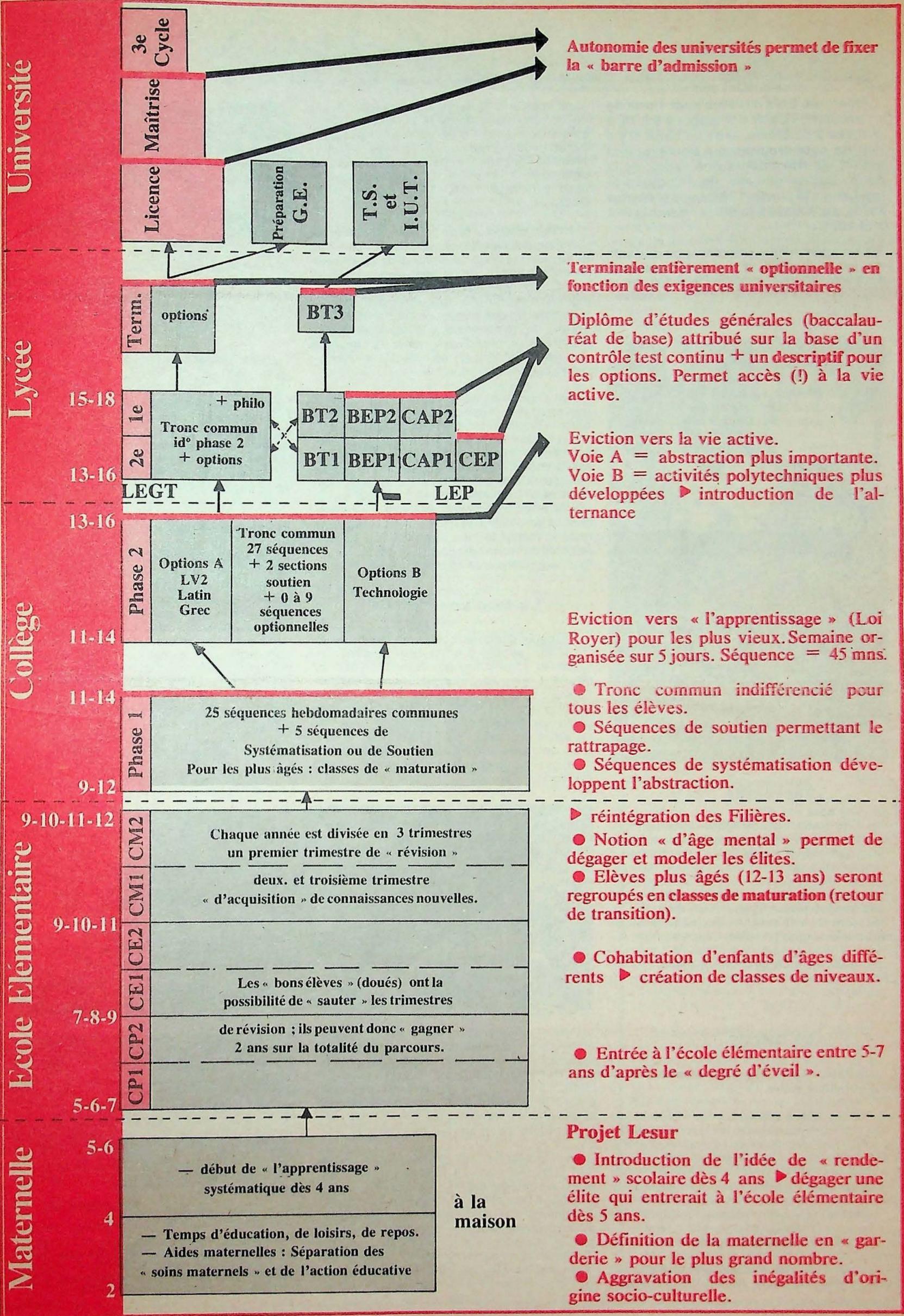
→

— soit directement après avoir obtenu le diplôme

— soit après apprentissage (loi Royer par ex.)

— soit après une année de formation professionnelle (contrat emploi-formation ?)

Séquence : nouvelle appellation du cours — durée 45 minutes.



DEUX VISAGES

Quarante trois mineurs sont morts de « l'accident » du 27 décembre à 6 h 15, à la fosse 3 de Liévin, près de Lens. Il y a peu de catastrophes qui bouleversent autant les travailleurs que celles de la mine. Souvenez-vous de Fouquières-Lens : 16 morts, 17 blessés (4 février 1970), du Villaret à la Mure : 8 morts le 4 mai 1971.

La mort au fond a ébranlé la communauté des mineurs, vieille comme la révolution industrielle, façonnée en même temps qu'elle et



par elle dans les villages noirs du Nord, de l'Est, du Centre ou du Midi. Cette communauté était là, mardi matin, quand trente-trois des siens ont été enterrés. La cérémonie a donné lieu à un discours de Chirac, au rassemblement des notables et chefs de tout poil. Dans cette région, un chef se mesure à son habillement et au fait qu'il parle français. Le décorum de cet enterrement télévisé et les affirmations que les vraies responsabilités seront recherchées ne peuvent faire oublier la colère qui surgit quand un travailleur est assassiné au nom du profit, du rendement, du capital.

La galerie 72 ?

Les faits sont là : le quartier des **Six Sillons** était réputé pour être très poussiéreux. Or la catastrophe n'a pu prendre cette importance que parce que la poussière a propagé le grisou. Après cinq jours d'arrêt, la fosse 3 aurait dû être copieusement arrosée pour la dissiper. Pour pouvoir le faire, il faudrait un personnel spécial. Mais la direction des Houillères emploie trois hommes là où il en faut quatre. Il est donc vraisemblable que, le matin du 27 décembre, la fosse fut peu ou pas arrosée.

Le grisou ? D'où venait-il ? Il y avait un taux très faible dans la fosse elle-même. Les premiers témoignages recueillis (notamment par **Libération**) indiquent qu'il s'est accumulé

dans la galerie 72, fermée quinze jours avant l'ouverture d'une nouvelle taille. Dans cette galerie le système d'aération avait cessé et aucun dégazage ne pouvait être opéré, la machine de sondage fonctionnant ailleurs. Dans cette fosse 3, on a donc équipé une nouvelle taille sans se prémunir réellement contre un tel danger.

A l'heure où le prix du pétrole augmente, la direction des Houillères s'embarrasse peu du temps nécessaire à cicatrifier la terre qu'on a creusée et où le grisou peut s'accumuler. Il faut lui arracher au plus vite le charbon qui reste, une source d'énergie d'appoint non négligeable en ces temps de disette. Peu importe que le système de télégrisométrie n'ait pas été mis en fonctionnement, peu importe que les stafanelles (1) ne soient pas régulièrement vérifiées.

Les conditions de sécurité n'étaient donc pas réunies à Liévin. A chaque catastrophe dans le passé, la fatalité était un mot qui servait à cacher les vraies responsabilités, l'absence d'investissements en faveur de la sécurité. Un homme silicosé, épuisé par les cadences (comme le sont tous les mineurs), peut avoir oublié telle ou telle tâche. Mais est-ce que tous les trains déraillent, si à la SNCF le chef de gare oublie son sifflet ? Non ! La mine reste le métier le plus meurtrier. La vie des retraités de la mine est courte, et douloureuse. Elle ne coûte pas cher au capital !

La fin d'une histoire

Ce métier dangereux disparaît, nous dit-on. On ferme les mines là où elles ne sont pas rentables (Faulquemont, Saint-Florent). Et pourtant, le paradoxe surgit. Ces hommes qui risquent chaque jour leur vie, dont on détruit la santé seconde après seconde (car les médecins des Houillères ne cessent de les déclarer aptes au travail que le jour où ils sont à deux doigts de la mort), ils se révoltent quand on supprime ce monde d'exploitation, quand on ferme un puits.



Pour un mineur, le charbon est une raison d'être, une communauté, un langage, une culture. En un mot, une histoire. Il est un rapport, une unité entre l'homme et la nature. Ou plutôt il était. Il était aussi un souci de la vie. Les anciens mineurs connaissaient le sens de la mesure. On ne détruisait pas le sous-sol ; on savait ce qu'on pouvait lui prendre.

Mais la société capitaliste de consommation a détruit cela. Le rendement, les nouveaux systèmes d'exploitation (foudroyage de la roche et du charbon en même temps) ont tué ce sens de la vie. Le nombre des accidents du travail, la diminution des effectifs, une vision inhumaine, démesurée, de la recherche de matières premières sont devenues le lot quotidien de régions entières. Les grandes maisons des ingénieurs, les églises, stades

un bassin qui pleure

associations des Houillères sont toujours là, hiérarchisées, défi des capitalistes, et de cet Etat patron qui chaque jour surveille les chiffres de vente, et les taux de profit.

Faire vivre la révolte

Ce déroulement implacable de la mort lente ou violente pour les uns, de calcul pour les autres, sera-t-il ébranlé par la catastrophe de Liévin ? Les chiens de garde du système — chefs porions, médecins et ingénieurs, et leurs maîtres, les directeurs et les gouvernants — savent que la mine vit ses dernières années. Le capitalisme l'a usée et les travailleurs avec. Il prépare sa reconversion vers une autre source d'énergie tout aussi soumise aux impératifs du profit : l'énergie nucléaire. Là aussi, des hommes périssent à petit feu et continueront à périr faute de sécurité.

La CGT a porté plainte contre X. Elle a raison. La CFDT réclame une enquête nationale publique, et tous les syndicats exigent la sécurité, les investissements nécessaires pour améliorer la sécurité et préserver la vie des travailleurs. Ils ont raison. Tout cela peut paraître dérisoire devant l'implacable organisation de la mort qu'est le travail des mines, devant ces abstractions : taux de profit, quantité d'énergie, capital constant. Mais c'est déjà une réponse. On ne peut que s'y rallier, souhaiter que l'enquête du juge Pascal aura plus d'impact national que le tribunal populaire organisé, il y a quatre ans, pour un cas similaire par l'ex-gauche prolétarienne.

Contrôle ouvrier sur la sécurité, sur l'orga-

nisation du travail, sont des propositions globales pour résumer la lutte qu'il faut continuer à mener. La révolte doit vivre dans nos têtes en ces grandes heures de mystification. Il faut faire refluer les murs noirs de « **Houillères, patrons assassins !** ». Et mener la lutte pour l'emploi en tenant compte de la sécurité, c'est-à-dire de la vie, du lendemain, des conditions de travail, de la communauté. Le système a besoin du salariat et de matières premières. Faisons lui payer et ses choix, et nos morts.

Yves SPARFEL ■

(1) Stafanelles : ce sont des arrêts-barrages prévus pour arrêter le feu en cas de déflagration. Ils sont composés de planches de bois montées sur des rails ou tuyaux et chargées de 50 kgs de craie ou de scories ininflammables qui, en se répandant, empêchent le feu de se propager.

DE LA MINE

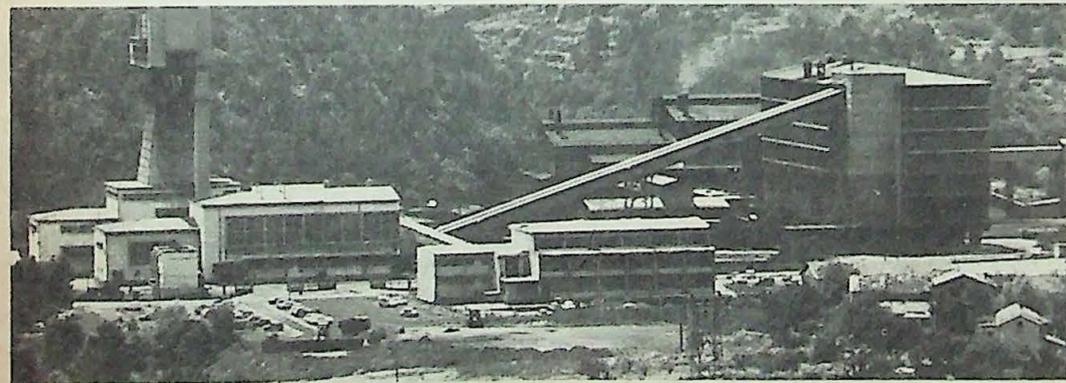
un bassin qui meurt

Saint-Florent, près d'Alès, dans les Cévennes. La mort lente d'une région, accrochée au destin de ses houillères. La fermeture d'un puits construit il y a moins de vingt ans, prélude à la mort de tout le bassin. Et des mineurs qui se révoltent...

Il fallait fermer l'été dernier. Puis l'opération a été reportée en octobre, en raison de l'émotion qu'elle suscitait dans la région. Le 30 septembre, la CGT et la CFDT déclenchaient une grève — longue, et souvent dure — qui a culminé avec l'occupation symbolique du siège des Charbonnages de France, à Paris, et l'organisation dans la région d'une « journée ville morte », suivie de manifestations.

Mais la volonté du gouvernement et des Charbonnages a été la plus forte : en novembre, une société est chargée de démolir l'usine d'extraction et de traitement du minerai de Saint-Florent. Et elle s'est mise aussitôt au travail, imposant aux mineurs du puits le spectacle révoltant d'un instrument de travail, le leur, que l'on casse sous leurs yeux.

Tout le monde ne l'a pas supporté. Et des explosions, qui n'ont cependant été revendiquées par aucun mouvement, ont endommagé sérieusement une partie du matériel de la société chargée de la « casse » : une grue, des bulldozers, et un camion. L'enquête s'est dirigée d'abord vers un membre en vue du PSU, André Pinède, qui a été perquisitionné et longuement interrogé : il n'avait pas caché son opposition à la ferme-



ture du puits, et avait souvent critiqué la gestion des Houillères. Puis la police s'est intéressée aux « milieux occitanistes ». Enfin au Comité de lutte pour l'avenir des Cévenols.

Ils avaient tous des raisons de s'indigner de cette mise à la casse, qui faisait suite à ce que la CFDT locale, dans une adresse aux responsables des Houillères du Centre-Midi, a appelé « la gestion de braderie qui a été celle de notre Houillère »...

« Si nos mines ne sont pas en mesure de fournir le supplément de charbon qui permettrait aux Français d'avoir moins froid l'hiver prochain, ce n'est pas le fait du hasard ni la conséquence de l'épuisement total des gisements, mais le résultat d'une volonté délibérée. Celle de gouvernements qui

ont décidé, il y a plus de 10 ans, le sacrifice des houillères nationales sur l'autel du libéralisme économique. « C'est ainsi que les programmes drastiques de récession fixés par le gouvernement ont conduit les houillères à pratiquer une politique fortement sélective des réserves qui a entraîné une dégradation rapide des gisements et une certaine dilapidation du patrimoine national ».

On croirait entendre un représentant CFDT, et pourtant c'est M. TIFFON, Secrétaire Adjoint des Charbonnages de France qui s'exprime ainsi, dans le MONDE du 27 juin 1974.

En nationalisant les anciennes houillères, l'Etat a pris en charge la plus grosse industrie, et de loin, de la région LANGUEDOC - ROUSSILLON et partout le soutien d'une bonne partie de l'économie des Cévennes. Pour situer l'évolution de l'entreprise HOULLERES des CEVENNES, nous ne citerons que deux chiffres. Effectif du Bassin en 1946 : 20 222 agents. Effectif de la Houillère en 1973 : 4 082 agents.

Les Directions locales, à l'instar de nos gouvernants, ont toujours justifié cette récession monstre par le manque de rentabilité des exploitations, avec la nuance que le seul responsable de cette non compétitivité était le charbon et non la gestion catastrophique de l'entreprise (...).

Pour justifier cette politique d'abandon, on nous a servi tous les arguments ; non compétitivité, mauvaise qualité, défection de la clientèle, % de matières volatiles D.I... manque d'épaisseur des couches et, maintenant que la crise énergétique rendrait notre production rentable, on nous parle du manque d'effectifs et du peu de volume des réserves.

Sur la qualité du Charbon de St-FLORENT nous dirons seulement que lorsque les ingénieurs commandent des calibres pour leur chauffe personnelle ils soulignent au crayon rouge « Qualité St-Florent ».

Sans évoquer les milliards (francs anciens) investis en des installations que la politique

charbonnière a rendues caduques avant même qu'elles aient fonctionné, nous parlerons des retards mis à la normalisation des matériels entre les différents secteurs, de la remise au secteur privé d'une bonne partie des manutentions et des transports, ce qui n'empêche pas de maintenir un parc automobile, dans lequel la pléthore des voitures de tourisme ne sert bien souvent à promener sur les chantiers et leurs abords des improductifs, alors que les agents à la production voient s'allonger leurs heures de trajet par la centralisation de l'exploitation. Nous pourrions parler des tonnes de matériels qui ont séjourné des mois en magasin avant d'être bradés, de la venue en Cévennes de 80 piles de soutènement marchant amenées de BLANZY et remises en état après des mois de travail, elles viennent d'être ferrallées sans avoir ja-

mais servi. N'importe quel agent de la Houillère pourrait allonger la liste.

Nous avons connu plusieurs scandales que leur ampleur a rendu publics : au service des Domaines, Secteur Centre, un agent de maîtrise a été déplacé dans une autre Houillère, au Secteur Nord un entrepreneur qui revendait à moitié prix des calibres et qui avait accumulé plus de 400 tonnes de retard de livraison dans les chauffes n'a jamais été interdit de carreau ; on a vu disparaître 40 rouleaux de grillage en une seule fois à St-Florent (plusieurs tonnes ne s'emportent pas dans un cabas !) et jamais la Direction n'a cherché à compenser le préjudice causé par une action en justice. D'ailleurs nous assistons encore actuellement au pillage du carreau de St-Florent, ou plutôt de ce qu'il en reste.

Il y a des années que Gouvernements et Directions nous préparent à ces « enterrements » et on nous a volontairement « englué » dans cette récession.

Mais on dit que par nature le Cévenol est tenace et combatif et qu'il est difficile de lui raconter des « blagues » surtout lorsqu'il s'agit de la mine car il connaît son métier.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a dans les Cévennes du charbon exploitable pendant de nombreuses années.

Dire aux cévenols qu'il faut fermer les Mines alors qu'ils marchent sur des tonnes de charbon et qu'il faut actuellement de l'énergie leur paraît impensable et contraire à la logique même des choses.

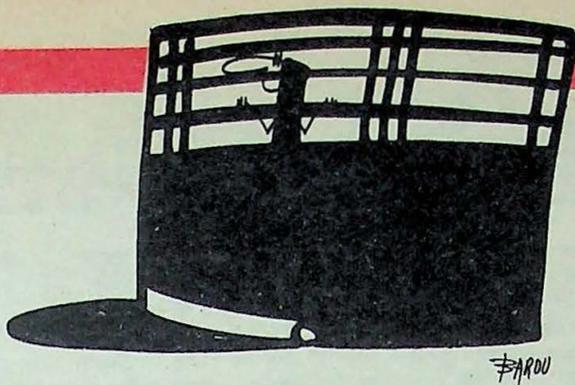
Nous demandons qu'en fonction des réserves réellement existantes soit établi un nouveau plan de production dynamique et tourné vers l'avenir, sans cadre préétabli et non un plan de ralentissement de la récession même si celui-ci devait régler partiellement le problème social des Mineurs.

On ferme...

Notre bassin des Cévennes avait l'année dernière un déficit global de douze milliards. Le document que la fédération des mineurs CFDT a lu en présence du Directeur des charbonnages et de son Président Mattéoli en donne l'explication : ce dernier, très étonné, nous a demandé que pour le renom des Charbonnages un tel document ne soit pas diffusé. Je demande à « Tribune socialiste » au nom de mes camarades mineurs, de la faire paraître. Et nous nous demandons pourquoi un contrôle financier (Cour des Comptes) ne vérifie pas un déficit aussi scandaleux.

Malheureusement, comme à Faulquemont, le gouvernement a mené une guerre d'usure, et nous avons été obligés — avec la trahison de FO, de CFTC et des cadres — de mettre fin à la lutte ; ainsi un des puits les plus modernes, avec ses installations de la surface, sera détruit à jamais, malgré des réserves en charbon de très grande qualité. Nous devons tout faire pour que la France entière sache, à l'heure de la pénurie d'énergie, à l'heure de la propagande pour son économie, qu'on ferme les installations qui ont commencé à fonctionner seulement en 1954, et dont la vente du charbon domestique rayonnait sur quinze départements.

André PINEDE - (PSU - Alès - Auzannet ■



La grande responsable

« Si l'armée était saine, il ne se serait rien passé », a lancé Pelletier, un des « Trois de Draguignan », à la face de ses juges. Et le tribunal des Forces armées de Marseille a cédé. Ce n'est pas — sauf pour l'antillais Taurus — la relaxe ; mais c'est une prison ferme qu'un sursis sur mesure transforme en liberté. Celle au moins de retourner à la caserne.

Mais il ne faut pas que le ministre Soufflet et ses généraux s'y trompent, ni qu'ils croient en être quittes pour si peu : qu'ils ne changent pas bientôt leur fusil d'épaule et toutes les villes de garnison de France voudront s'appeler à leur tour Draguignan...

Début décembre, Fournel, considéré comme un « meneur » du 22ème BCA de Nice, avait été lourdement condamné par le tribunal permanent des Forces Armées de Marseille : un an de prison, dont 6 mois fermes. Mais, sauf à Montceau-les-Mines (ville dont il est originaire), et partiellement à Marseille, le soutien politique et syndical n'avait pu être unitaire.

Il n'en va pas de même pour Pelletier, Ravel, Taurus : accusés devant le même TPGA, ils sont soutenus par la gauche unanime — partis et syndicats se sont même déplacés pour témoigner — qui salue leur lutte : « Un soldat reste un citoyen ». Un gala de soutien le 16 décembre, une manifestation le 6 janvier à Paris et à Marseille, organisés par le Comité de Soutien aux soldats emprisonnés, de nombreuses pétitions : la lutte a — dès maintenant — payé.

L'armée en procès

Toute la presse parle d'eux : « meneurs et gauchistes » hier, Pelletier, Ravet et Taurus ne sont plus que pour le seul « Aurore » « les mutins de Draguignan ». Depuis lundi, ils sont à la « une », et toutes les radios rendent compte de leur procès de façon à les transformer en vedettes. Et pourtant, à leur procès, c'est de l'armée tout entière qu'il s'agit ; personne ne s'y est trompé : Le Figaro salue ce « procès important », et rappelle que le procès de Bobigny aussi l'avait été pour la libéralisation de l'avortement.

Faire publiquement le procès de l'armée (cf. Le Figaro : « Les auteurs de l'« appel des cent » voulaient une tribune, ils l'ont obtenue »), c'est là qu'est la première victoire. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : libéraliser l'armée, exercer en tant que soldat ses droits de citoyen, entreprendre en fait de briser la structure autoritaire de l'armée par la reconnaissance de la citoyenneté des soldats, le droit d'information, d'expression et de réunion, l'exercice des libertés individuelles et collectives, la permission enfin reconnue comme un droit (et non comme une récompense chèrement payée), le droit au salaire, etc... Et ce sont bien là les revendications de l'Appel des cent, devenu l'Appel des 5 000.

C'est aussi ce qui fait trembler une partie de

la hiérarchie militaire, ceux que l'on considère comme le « noyau dur ». En fait, en voulant frapper fort, et faire des exemples, ils ont assuré — malgré eux, et grâce à la mobilisation militante — la liberté d'expression des appelés. Même s'il a fallu, pour des camarades des trois inculpés qui ont été cités comme témoins par l'accusation (!), utiliser un moyen détourné pour venir au procès (faire de fausses déclarations) : « C'était le seul moyen de venir au tribunal aujourd'hui pour témoigner en faveur des accusés, car ma place est plutôt de leur côté, » a dit l'un d'eux.

Deuxième point fort : le soutien de la gauche. Le PS et le PC, des militants syndicalistes se sont déplacés pour témoigner ; le député communiste d'Argenteuil, le sénateur socialiste Heder, de la Guyane, et Charles Hernu, chargé des questions militaires au PS. Soutien aux luttes pour la démocratisation de l'armée et rappel des propositions faites par le programme commun. C'est là une manifestation importante des forces de la gauche, et la reconnaissance de la justesse des luttes menées par les jeunes appelés, alors que leur soutien au début avait essentiellement été pris en charge par l'extrême-gauche.



Evidemment Charles Hernu — et à travers lui le PS — n'est pas venu proclamer la destruction de l'armée, fut-elle bourgeoise et au service du capital. Il est venu prévenir que les socialistes — qui sont de mieux en mieux représentés au sein des milieux militaires — seraient capables eux de transformer le statut du soldat, de lui donner la qualité de citoyen, tout en maintenant les fonctions et la discipline traditionnelles de l'armée. Quelque chose comme la nouvelle armée allemande, ou l'armée suédoise (ce qui, déjà, ne serait pas rien).

A la limite, il a simplement montré au tribunal et à la hiérarchie militaire la voie de la raison gouvernementale. « On ne peut, a-t-il dit au procès de Marseille, prendre le risque de voir se renouveler des incidents tels que ceux de Draguignan. On ne peut condamner alors que le pouvoir politique peut prendre prochainement des mesures que les prévenus auront sollicitées ». Et, de fait, l'amélioration de la condition militaire, comme on dit,

est-ce si insupportable, si irréalisable pour une bourgeoisie moderniste à la Giscard, qui fait avaler en ce moment à la vieille droite et au bon peuple bien d'autres pilules ?

Il faut donc voir plus loin. L'enjeu, le risque, ce n'est sans doute pas le durcissement de la discipline, l'extention du racisme dans les casernes ; c'est plutôt qu'à la faveur de glissements progressifs vers le « changement », les soldats de métier prennent le pas définitivement sur un contingent qui — encore aujourd'hui — donne une partie de sa tonalité à l'armée française.

Le soldat-travailleur ?

Ceci dit, les réformettes à la Soufflet comme en juillet dernier ne suffiront plus à apaiser les casernes. « 200 appelés ont eu le courage de dire tout haut ce que pense tout bas l'immense majorité du contingent » avait dit à Draguignan même en septembre Robert Chapuis au nom du PSU, évoquant cette réponse magistrale des Cent qui sont devenus 5 000, et des appelés qui ont osé défiler dans la rue. Les juges de Marseille n'avaient qu'à prendre acte, en évitant toutefois d'avoir l'air de faire de l'armée la grande condamnée. En attendant un « statut du soldat » à la mode Giscard qui devrait autoriser un jour ou l'autre les appelés à porter les cheveux longs et à dire « merde » une fois par mois à leur adjudant, et aux officiers d'écrire à leur maman sans avoir à demander sans arrêt l'autorisation à leur collègue du grade au-dessus. Ce n'est pas beaucoup ? Eh, non. Mais ce sera peut-être assez pour s'y engouffrer joyeusement, s'en servir pour favoriser la création de syndicats de soldats, et pousser ainsi dans le sens du contrôle populaire sur l'armée.

N'est-ce pas un mouvement de type syndical qui correspond en effet le mieux aux nécessités du moment ? On ne peut certes faire une assimilation hâtive entre le soldat et le travailleur productif ; mais en quoi la situation des militaires est-elle fondamentalement différente des pompiers, des policiers, des travailleurs des Arsenaux ?

Dans l'immédiat, des comités de soldat existent, qui peuvent être appuyés. Il importe aussi de renforcer Information et Droit du Soldat, en faisant un lieu de débat et de renouveau pour tous ceux qui veulent une organisation autonome pour les soldats. Les mouvements de jeunesse — étudiants, jeunes travailleurs — peuvent aussi contribuer à la formation et à l'organisation des futurs appelés.

Mais tout cela resterait vain, si la lutte unitaire contre la répression ne se développait pas dans le même temps. C'est le sens de la création du Comité de Soutien aux soldats de Draguignan et à tous les soldats emprisonnés. L'unité d'action avec les organisations syndicales et la gauche en général doit se renforcer. Cela implique aussi que, face à l'arbitraire de la justice militaire, une surveillance des tribunaux permanents des forces armées soit organisée, qui permette une riposte rapide aux condamnations quasi quotidiennes qui frappent les soldats, les objecteurs ou les insoumis.